

solidarité guatemala

30 F

Revue trimestrielle d'information et d'analyse sur le Guatemala

**amérique centrale: les accords de paix
d'esquipulas**



[h°38]

LES ACTEURS DE DEMAIN

40P. 12325

**utopie et liberté:
entretien avec miguel benasayag**

SOMMAIRE

Editorial	
p. 3	
Identités	
p. 5	
<i>L'accord d'Esquipulas II</i>	
Débat	
p. 6	
<i>Retour à Nubila</i>	
<i>Des réfugiés en danger</i>	
p. 12	
<i>Le conflit armé au Guatemala</i>	
<i>Un secret diplomatique</i>	
p. 14	

Dossier

Les acteurs de demain	
Présentation	
p. 18	
La terre	
Les racines d'un conflit	
p. 20	
Les faux pas de Reagan	
favorisent la paix	
L'Amérique centrale	
vue des États-Unis	
p. 24	
La concertation	
gouvernement-patronat	
à bout de souffle	
Vinicio Cerezo au cœur de la crise	
p. 28	
Des espoirs	
de démocratisation frustrés	
Où va le syndicalisme	
guatémaltèque ?	
p. 34	
Utopie et liberté	
Les droits de l'homme :	
une idéologie ?	
p. 38	

<i>Alejandro Herrera</i>	
<i>La fantaisie d'un gentil homme</i>	
p. 42	
<i>Le religieux, l'Etat et contrôle</i>	
<i>de la population indigène</i>	
<i>au Guatemala</i>	
<i>(seconde partie)</i>	
p. 43	
<i>Littératures de l'Amérique latine</i>	
<i>Le numéro 62</i>	
<i>de la bibliothèque de Babel</i>	
p. 47	
<i>Un savoir-faire particulier</i>	
<i>L'Allemagne fédérale</i>	
<i>exporte sa police</i>	
p. 50	
<i>Le retour des réfugiés</i>	
<i>Deux visions contradictoires</i>	
p. 51	
<i>Conseil de rédaction</i>	
<i>Un projet pour une revue</i>	



La rencontre, début août, des présidents centro-américains, qui aboutit aux accords dits d'«Esquipulas II», aura pour une fois porté le Guatemala sur le devant de la scène.

Pas tant du fait que la réunion au sommet s'y soit déroulée mais plutôt parce que la preuve était faite que ce pays longtemps sous l'emprise d'un silence dictatorial occupe aujourd'hui sa place dans les affaires continentales et internationales.

C'est vrai, on peut souligner le paradoxe de l'ouverture promise par le président V. Cerezo Arevalo : à la recherche d'un appui politique et, surtout, financier extérieur, le régime se voit dans l'obligation de porter de plus en plus aux regards du monde l'affligeante situation des populations guatémaltèques. Ainsi même si le mur du silence se fissure, il reste à le briser.

Est-ce suffisant ? Peut-on se satisfaire d'une situation appréhendée à travers le prisme des distances, avec tous les risques inhérents aux exercices de style ? Nous ne le pensons pas, et c'est pourquoi nous invitons, depuis plusieurs

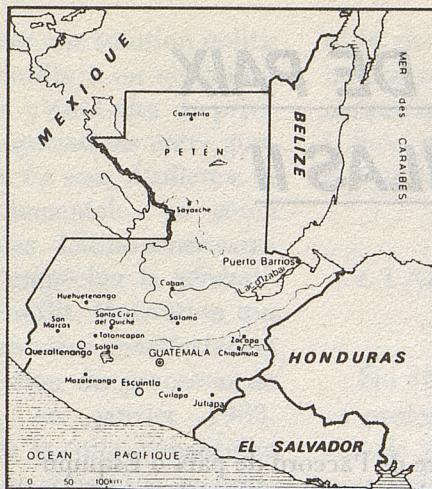
numéros déjà, celles et ceux intéressés d'une manière ou d'une autre par cette région et ses habitants, à s'y rendre. A l'instar de l'opposition guatémaltèque, nous partageons l'idée que rien ne vaut mieux que de voir de ses propres yeux, que de faire la preuve par la réalité.

C'est ainsi qu'ayant soigneusement évité la vitrine alléchante d'une capitale, Guatemala-Ciudad, aseptisée, dissimulant ses disparus et leurs parents indignés, le ou les visiteurs traverseront des campagnes écrasées par la misère, quadrillées par une militarisation qui ne dessine aucune perspective de développement à l'horizon. Des contrées, qu'elles soient zones en conflit ou non, qui n'ont rien de démocratique.

Alors, oui, à chacun de se rendre compte.

Outre les publications émanant des organisations guatémaltèques, nous utilisons comme principales sources d'information les agences de presse suivantes : CERIGUA, Enfoprensa, Inforpress Centro-America et ACEN-SIAG.

IDENTITÉS



Guatemala vient de « Quauhummellan » qui signifie « Terre des arbres » en Nahuatl. La langue officielle est le castillan ; il existe également 22 langues indiennes.

Superficie : 108 899 km².

Population : 7,5 millions d'habitants.

- ◊ 61 % dans les zones rurales.
- ◊ 39 % dans les zones urbaines.
- ◊ 60 % sont Indiens.

Santé : L'espérance de vie est de 59 ans à la ville et 41 ans à la campagne.

- ◊ Seulement 40 % des jeunes Guatémaltèques atteignent l'âge adulte.
- ◊ La mortalité infantile est de 87‰.
- ◊ 700 000 personnes souffrent de malnutrition.
- ◊ 1 médecin pour 4 000 habitants.

Analphabétisme :

- ◊ 63 % d'analphabètes pour la population totale.
- ◊ 91 % pour les populations indiennes.

Economie :

- ◊ Essentiellement agro-exporta-

trice : café, coton, banane, sucre, viande.

- ◊ Production de subsistance : maïs et haricots noirs.
- ◊ Industrie peu développée : principalement de transformation, textile et produits alimentaires.
- ◊ Principal client : les Etats-Unis.
- ◊ 75 % des entreprises dépendent du capital étranger.
- ◊ Un tiers de la population active est au chômage.
- ◊ Distribution des terres : 2,1 % des propriétaires possèdent 72 % des terres, dont 5 % seulement cultivés ; 91,4 % en possèdent 21,9 %.

Répression :

- ◊ 83 000 morts depuis le coup d'Etat de 1954, dont 14 000 durant les 18 mois de gouvernement de Rios Montt.
- ◊ Environ 100 000 réfugiés au Mexique.
- ◊ Un million de réfugiés internes.
- ◊ Environ 40 000 détenus-disparus.
- ◊ 900 000 enrôlés de force dans les Patrouilles d'autodéfense civile.
- ◊ Un nombre inconnu de personnes embrigadés dans les Pôles de développement.

L'ACCORD DE PAIX D'ESQUIPULAS II

Débat

A la suite de la signature de l'accord de paix d'Esquipulas II, le Collectif Guatemala organisait un débat pour en permettre la compréhension et en voir les perspectives. Pré-cédé d'un exposé introductif, il a permis d'éclairer les principaux enjeux contenus dans ces accords.

La première référence a, sans aucun doute, été la déclaration franco-mexicaine de 1981. En effet, la France et le Mexique sont à l'origine d'une proposition qui place la reconnaissance des forces en conflit au centre d'un processus de négociation vers la paix. A cette époque, le principal souci de la politique des États-Unis — c'est la fin de la période Carter — est d'empêcher la victoire du FMLN-FDR au Salvador, au travers d'une politique ambiguë qui s'appuierait, sur un régime, à la fois réformiste et répressif. Ils ont alors pour allié le Venezuela, démocrate-chrétien, qui soutient N. Duarte.

La présidence de R. Reagan dont la stratégie nie toute possi-

bilité de négociation et recentre la problématique régionale dans une dimension Est-Ouest va modifier cette première configuration et faciliter un rapprochement entre le Mexique et le Venezuela — rapprochement qui trouvera son prolongement international dans celui qui s'annonce alors entre l'Internationale socialiste et la Démocratie chrétienne.

LE SEMI-ÉCHEC DE CONTADORA

En 1982, l'affaiblissement des deux protagonistes essentiels: le Mexique et le Venezuela, en butte à des problèmes d'endettement, va avoir pour conséquence

de rechercher une solution politique aux conflits à un niveau diplomatique, c'est-à-dire de privilégier les négociations entre gouvernements. Ce sera, d'ailleurs, sa limite fondamentale. Le souci principal des Latino-américains est alors d'empêcher la généralisation du conflit. Motivation qui verra sa première manifestation dans l'initiation du processus de Contadora, en janvier 1983. Celui-ci, par la suite, constituera un espace de consensus en Amérique latine – en contraste, sinon en opposition avec la politique des U.S.A. dans la région.

En effet, pour les États-Unis, son défaut principal réside dans la légitimation accordée au régime sandiniste par sa participation à un processus global de négociation. C'est ainsi qu'en 1984, lorsque le Nicaragua signe le projet d'acte de paix de Contadora, il provoquera immédiatement une contre-offensive diplomatique des États-Unis qui aboutit à la création d'une nouvelle fraction opposée au plan de paix, le groupe de Tegucigalpa (Costa Rica, Honduras et Salvador).

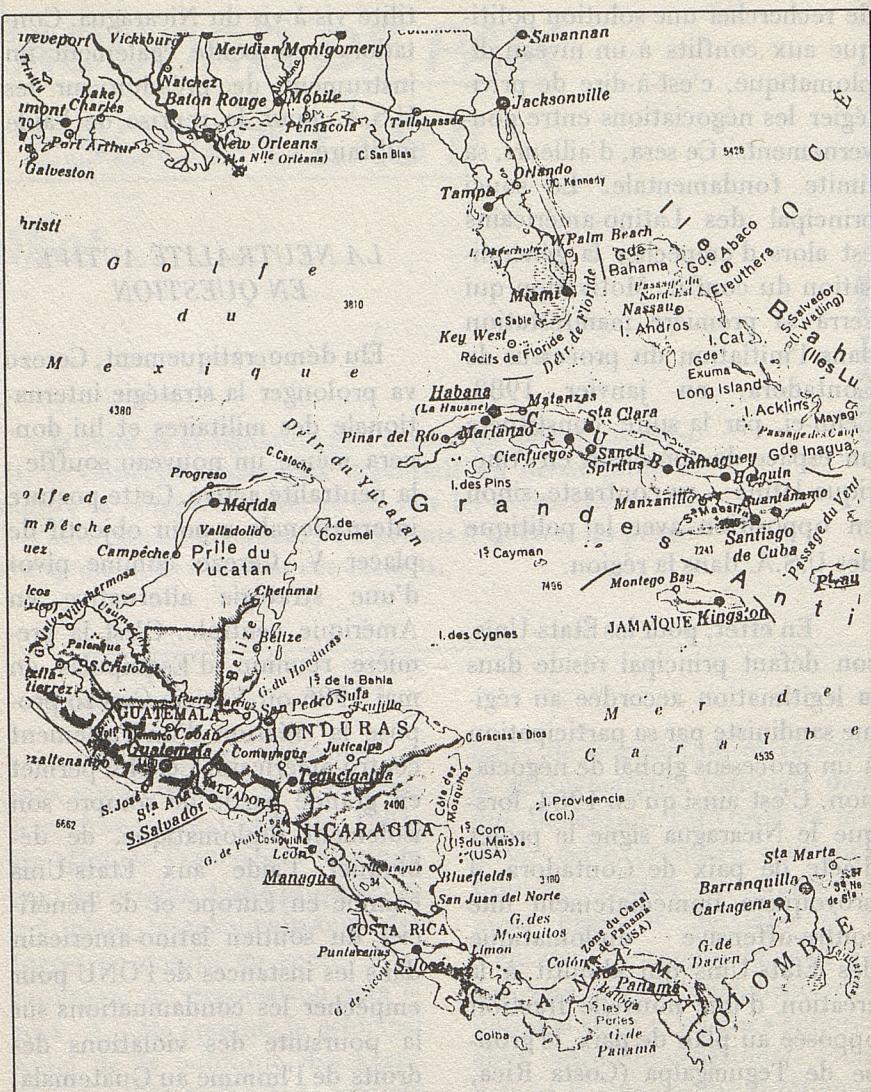
Ce semi-échec de Contadora conduira à sa paralysie. La position du Guatemala, alors présidé par le général Mejia Victores, consiste à utiliser Contadora pour rompre l'isolement diplomatique du pays. C'est pourquoi la politique de la terre brûlée à l'intérieur s'articule avec une position internationale de non-hos-

tilité vis-à-vis du Nicaragua. Contadora représente également un instrument de pression sur les U.S.A. pour la reprise de l'aide militaire.

LA NEUTRALITÉ ACTIVE EN QUESTION

Élu démocratiquement, Cerezo va prolonger la stratégie internationale des militaires et lui donnera même un nouveau souffle : la neutralité active. Cette posture internationale a pour objectif de placer V. Cerezo comme pivot d'une stratégie alternative en Amérique centrale. C'est la première réunion d'Esquipulas en mai 1986 où Vinicio Cerezo propose la création d'un Parlement centro-américain. Cela lui permet en grande partie de rompre son isolement diplomatique, de débloquer l'aide aux États-Unis comme en Europe et de bénéficier du soutien latino-américain dans les instances de l'ONU pour empêcher les condamnations sur la poursuite des violations des droits de l'homme au Guatemala.

Deux éléments nouveaux vont cependant venir prendre le relais de Vinicio Cerezo : premièrement, le scandale de l'Irangate provoque un affaiblissement durable de la politique des États-Unis dans la région. Deuxièmement : l'élection d'O. Arias à la présidence de Costa Rica rompt la dynamique du groupe de Tegucigalpa. Résultat, les Latino-américains peuvent occuper l'es-



pace ainsi ouvert, étant par ailleurs soutenus par certains démontrements en désaccord avec la politique de Reagan.

Cependant, au cours des années 1986-1987, V. Cerezo perd de plus en plus de crédibilité au fur et à mesure qu'il apparaît soumis à l'armée guatémaltèque qui

va commencer à remettre en cause cette neutralité active dans la mesure où elle s'aperçoit que le processus de paix pourrait aboutir à terme à une reconnaissance du conflit interne au Guatemala. C'est dans ce cadre que l'école politique de la Contra est autorisée à s'établir au Guatemala,

qu'une intervention directe des USA dans le conflit interne a lieu en 1987 (voir article : «Le conflit interne / un secret diplomatique»).

L'INITIATIVE D'ARIAS ET L'ACHARNEMENT DES ETATS-UNIS

Mais les États-Unis ont une nouvelle réaction à la veille de la réunion d'Esquipulas II : Ils déclenchent une nouvelle offensive en présentant un plan de règlement du conflit. Pris comme un ultimatum, cette initiative de dernière minute aura plutôt l'effet inverse de celui souhaité, mais elle souligne la reprise en main par les faucons de l'administration américaine des affaires centro-américaines : elle aura pour première conséquence la démission de l'envoyé spécial de R. Reagan en Amérique centrale, Ph. Habib, le 14 août. Il croyait possible l'engagement de négociations avec le Nicaragua. Puis elle prendra la forme d'un boycott actif du plan de paix au travers de la demande de reconduction de l'aide militaire à la Contra et de pressions et de chantages divers (suppression des aides au Costa Rica notamment).

LES DIALOGUES S'ENGAGENT

Aujourd'hui, la signature de l'accord d'Esquipulas II est considérée comme une avancée positive. Bien sûr, elle ne règle pas tout.

Mais l'accord peut permettre à terme la reconnaissance de l'existence d'un conflit armé interne au Guatemala.

A ce jour, le régime nicaraguayen a été sans conteste celui qui a le plus avancé, notamment par la levée des censures liées à l'état de guerre (*La Prensa, Radio Catolica*) et à la constitution de la Commission nationale de Conciliation dont un des principaux opposants au régime, Monseigneur Obando y Bravo, est devenu président. Cependant, au Salvador et même très récemment au Guatemala, des rencontres entre les présidents et les fronts d'opposition sont programmées. Les présidents N. Duarte pour El Salvador et V. Cerezo pour le Guatemala finissent par répondre favorablement aux demandes de dialogues (échanges d'idées) des organisations révolutionnaires.

LE DÉBAT EST OUVERT

Pourquoi le Guatemala n'apparaît-il pas concerné par l'accord d'Esquipulas ?

Il convient de faire référence au passé. En effet la stratégie des militaires poursuivie par V. Cerezo a consisté à nier tout conflit armé à l'intérieur du pays. La guerre restait un secret d'État. Cette stratégie a été rendue possible de par les reculs du mouvement révolutionnaire entre 1982-1984 devant la politique de terre brûlée et de massacres menée par l'armée. Cette victoire militaire a

permis de croire la situation normalisée, alors qu'il est aujourd'hui de plus en plus clair que les organisations révolutionnaires n'ont pas été éliminées et qu'au contraire elles ont gagné en unité, en présence politique dans le pays. Leur capacité à défendre un territoire militairement est un fait nouveau que souligne la naissance de la radio *La Voz Popular*. L'affaiblissement actuel de V. Cerezo porte aussi en germe la reconnaissance du conflit interne.

Cet accord apparaît comme le résultat d'une dynamique régionale. N'est-ce pas étonnant, au vu des différences majeures qui divisent les pays d'Amérique centrale ? Comment peut-on l'expliquer ?

S'il y a bien eu accord à Guatemala-Ciudad le 7/8/87, chacun des signataires poursuit au travers de Esquipulas II des objectifs politiques et militaires différents: l'insertion dans le concert des nations démocratiques pour le Guatemala, montrer que le Nicaragua est favorable à la paix pour les sandinistes, alors qu'Arias pense sa tactique vis-à-vis du Nicaragua plus efficace que celle de R. Reagan, puisque celui-ci depuis 7 ans n'a par rapport à ses objectifs,

- ni renversé le régime sandiniste au Nicaragua,
- ni éliminé la résistance salvadorienne.

D'autre part, si on étudie l'accord de paix à la lettre, il comporte une symétrie entre, d'un

côté, des groupes armés ainsi que des gouvernements qui ne survivent que par l'aide étrangère et de l'autre côté des gouvernements et des groupes armés issus et représentatifs de la réalité sociale et politique locale. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le gouvernement nicaraguayen refuse d'entamer des pourparlers avec la Contra qu'il considère comme une force extra-régionale.

Compte tenu de sa dépendance vis-à-vis des États-Unis, quelles sont d'après vous les raisons pour lesquelles le président salvadorien a signé ?

D'une part, on ne peut comprendre la signature du Salvador comme celle du Honduras sans faire référence à l'affaiblissement diplomatique des USA. D'autre part, N. Duarte apparaît aujourd'hui très isolé aussi bien au Salvador où même son parti, la démocratie chrétienne salvadorienne, ne le soutient plus qu'à l'extérieur de par le rôle particulier qu'il a assumé comme principal allié des États-Unis. Dans ces conditions, il aurait en quelque sorte joué son va-tout pour demeurer crédible sur le plan international.

Quant au Honduras s'il accueille bien des bases américaines, il n'a jamais officiellement reconnu accueillir la Contra sur son territoire. Il aurait dans ce cadre profité de l'occasion pour faire savoir aux USA ce qu'il ne

pouvait leur dire ouvertement et directement.

Quelle est la position des acteurs sociaux en Amérique centrale ?

Le dialogue, tel qu'il a été posé par l'URNG a toujours inclus les organisations populaires guatémaltèques dans le cadre d'un dialogue multilatéral entre le gouvernement d'une part et les forces révolutionnaires et les syndicats, associations de défense des droits de l'homme d'autre part. De plus, aujourd'hui, l'ensemble de ces forces sociales fait pression pour que l'accord soit finalement respecté — c'est-à-dire qu'un dialogue soit véritablement ouvert entre le gouvernement et les forces révolutionnaires. La centrale syndicale UNSITRA-GUA l'a fait savoir par des en-carts dans la presse. Les réfugiés au Mexique également pour pouvoir retourner sur leurs terres et non dans des villages modèles. C'est ainsi que l'accord d'Equipulas peut apparaître comme une ouverture vers la construction d'une société plus juste et plus humaine que l'actuelle fondamentalement structurée par l'armée au travers de ses programmes contre-insurrectionnels.

Le texte intégral de l'accord est disponible en écrivant au Collectif Guatemala et en joignant 5 francs en timbres.

Nitassinan

est la revue éditée depuis trois ans par le Comité de soutien aux indiens d'Amérique. Chaque numéro est un dossier approfondi traitant de l'histoire, de l'identité culturelle et de l'actualité d'un peuple amérindien.

n° 12 (fin septembre 1987) : consacré aux peuples maya et miskito.

PARUS ET A PARAITRE

- n° 1 : USA-Canada (général).
- n° 2 : Innu (Labrador).
- n° 3 : Navajo (S.O.-USA).
- n° 4 : Guyane « française ».
- n° 5 : Iroquois.
- n° 6 : Sioux et Lakota.
- n° 7 : Aymara et Quetchua.
- n° 8 : Peuple du totem (N.O.-USA).
- n° 9 : Amazonie.
- n° 10-11 : Quatre peuples du Grand-Nord.
- n° 13 (décembre 1987) : Cheyenne.

Nos trois premiers dossiers sont épuisés ! Pour ne pas manquer les autres :

**Abonnement de 100 F
pour 4 dossiers**

à : Nitassinan-CSIA, BP 101,
75623 Paris cedex 13.



RETOUR À NUBILA

Des réfugiés en danger

14 mai 1987 : Americas Watch a été informée de sources sûres de graves problèmes dans le village indien de Nubila, municipalité de Barillas, département de Huehuetenango.

Commission des droits de l'homme du Guatemala
(CDHG)

Le 12 janvier, quarante-neuf réfugiés guatémaltèques à Chiapas, Mexique, sont retournés dans leur pays avec l'aide du Haut-Commissariat des réfugiés des Nations-Unies (HCRNU) et du gouvernement guatémaltèque. Le groupe a décidé de revenir après la visite de la première dame du Guatemala, madame Rafael Blandon de Cerezo, qui a assuré aux réfugiés que les conditions leur permettaient de retourner chez eux en toute sécurité, et qui les a incités à revenir.

A leur arrivée, les hommes du groupe furent amenés à la base militaire et y restèrent emprisonnés deux semaines. Le HCRNU et le gouvernement de Cerezo en furent informés et après l'intervention de ce dernier,

on les libéra. En février, deux cents soldats gouvernementaux investirent le village accusant les réfugiés de retour et la population de complicité avec la guérilla. Ils conférèrent également la pleine autorité à la patrouille civile locale. En avril, le HCRNU vint inspecter le village. Son représentant (un citoyen suisse) fut arrêté par la patrouille civile. Après l'intervention du commandant de la zone militaire, le représentant du HCRNU fut libéré, mais il ne fut autorisé à s'entretenir avec les réfugiés qu'en présence des patrouilleurs civils. En mai, le représentant du HCRNU revenait au village accompagné d'un représentant de l'agence CUAR (Commission d'Urgence d'Aide aux Rapatriés) du gouvernement civil. On leur interdit à nouveau

s'entretenir de seul à seul avec les réfugiés.

Lorsque les représentants du HCRNU et du gouvernement civil furent repartis, les militaires entreprirent des expéditions punitives à l'encontre des réfugiés de retour. *Ils annulèrent tous les laissez-passer qui leur permettaient de sortir du village* et les obligèrent à effectuer des tours de patrouille tous les trois jours (alors que les autres habitants ne le font que tous les sept jours). On les punit en les obligeant à porter des pierres très lourdes et on ne leur donna pour arme que des bâtons (les autres membres de patrouilles ont des armes). Le 6 mai, deux journalistes étrangers (un Nord-Américain et un Britannique) inspectèrent à nouveau le village, mais on ne leur permit pas de parler avec les réfugiés. Après leur départ, les autorités militaires menacèrent à nouveau les réfugiés, en leur disant que tout étranger qui tentait de se rendre au village serait attaqué en chemin.

La situation de ces réfugiés est très grave. Ils sont terrorisés par la patrouille civile locale et voudrait pouvoir quitter le village que ce soit pour aller dans un endroit du Guatemala où ils seront en sécurité ou pour retourner au Mexique. Le gouvernement guatémaltèque qui est conscient du problème a été absolument incapable de protéger ces personnes et les militaires ont à nouveau mis le contrôle de la situation entre les mains de la

patrouille civile locale.

Le gouvernement de V. Cerezo doit intervenir immédiatement à un haut niveau pour garantir la sécurité de ces réfugiés de retour. Le président Cerezo devrait envoyer des représentants civils et militaires de haut niveau pour enquêter sur cette affaire, pour sortir les réfugiés du village et pour remettre au pas ceux qui ont proféré des menaces, qui ont puni les réfugiés de retour et qui les ont obligés de façon coercitive à rejoindre les rangs des patrouilles civils, afin de mieux contrôler leurs mouvements, de réduire leur accès à la presse, et de s'ingérer dans les opérations du HCRNU et de l'agence gouvernementale CUAR.

On en conclut que malgré les discours du président, *le gouvernement civil n'a pas réussi à créer les conditions favorables au retour des réfugiés*, que ce soit en ce qui concerne les garanties de sécurité, de liberté et d'intégrité physique, ou en ce qui concerne la possibilité de retrouver leurs villages d'origine ou l'obtention d'un travail, deux conditions nécessaires pour leur assurer une certaine dignité de vie. Au contraire, les réfugiés sont semble-t-il obligés au moment de leur retour de signer une déclaration d'amnistie, ce qui veut dire qu'ils reconnaissent avoir appartenu à la guérilla, ou avoir collaboré avec elle. Or, ils se trouvent ainsi en situation de danger permanent et risquent d'être parqués dans les pôles de développement.

LE CONFLIT ARMÉ

AU GUATEMALA

Un secret diplomatique

Au cours de la réunion d'Esquipulas II célébrée dans la ville de Guatemala du 5 au 7 août, la conclusion fut que le point de départ pour une solution pacifique en Amérique centrale passe par la dialogue national dans les pays où existent des conflits armés.

Bien qu'il existe un conflit armé depuis vingt-trois ans au Guatemala, la tactique diplomatique du gouvernement démocrate-chrétien — inspirée des régimes militaires précédents — a consisté à minimiser l'affrontement interne, partant de l'hypothèse que l'élection de V. Cerezo y a mit fin ; que le Guatemala n'a pas à prendre en compte les considérations politiques de Contadora sur la crise centro-américaine. De plus, disputant le leadership du président Arias du Costa Rica, V. Cerezo pense avoir les mains libres pour jouer un rôle de médiateur entre El Salvador, le Honduras et le Nicaragua.

Dans un discours semi-privé, le président guatémaltèque a développé l'analyse suivante : s'il y a bien lutte armée, la défaite de

la guérilla en 1982-1983 a libéré la zone utile du pays, repoussant le mouvement révolutionnaire aux périphéries du nord et de l'ouest. Ce qui justifie tout d'abord que l'on consacre l'armée comme principal artisan de la démocratisation et qu'elle soit parvenue à diviser le pays entre une zone utile gouvernée par les institutions républicaines et une zone en conflit gouvernée par l'armée au travers de structures contre-insurrectionnelles : villages modèles, patrouilles civiles, pôles de développement, etc. Cette dichotomie s'avère nécessaire pour préserver les chances du gouvernement issu de la Constitution de 1984, sans faire référence au fait que la majorité de la population, fondamentalement indienne, vit dans les contrées en

conflict. Celle qui vote et décide de la République, c'est la zone utile.

La vérité est tout autre. Et si V. Cerezo, lors de sa visite en Europe, déclarait que la guérilla ne représentait plus un problème militaire, et promettait d'entamer un dialogue avec l'URNG, rien ne s'est concrétisé. Non seulement il a refusé les propositions de dialogue de cette dernière mais il s'est vu obligé de demander l'intervention des États-Unis pour combattre la guérilla guatémaltèque. Pour lui, le problème de fond consiste en ce que l'armée a le dernier mot dans les affaires internes du pays : ce qui a créé un déphasage croissant entre un discours conciliateur en Amérique centrale et une politique répressive à l'intérieur. Comme le soulignait l'institution militaire, le 12 août, dans un forum destiné aux entrepreneurs et intitulé « Vingt-sept années de lutte pour la liberté », l'action militaire constitue le fondement de la stabilité nationale. Le 20 août, les responsables militaires se réunissaient avec V. Cerezo et les dirigeants des partis politiques pour aborder le problème de la violence. Le ministre de la Défense, le général H. Gramajo, affirmait alors que l'armée avait subi de lourdes pertes au cours des derniers mois – un total de cent soldats blessés ou tués lors de dix-neuf affrontements avec les résistants dans la région de San Marcos –, ajoutant que certaines

zones n'étaient pas sous contrôle officiel. Pour sa part, l'URNG, au travers de la radio *La Voz Popular*, annonçait deux cent pertes dans les rangs de l'armée sur les différents fronts pour les mois de juin et juillet. La création de la radio révolutionnaire permettait à l'URNG de disposer d'un moyen d'information direct et d'ouvrir ainsi un nouveau front représentant un seuil qualitatif dans la confrontation.

L'ARMÉE ET LE DIALOGUE

En mars 1987, l'institution militaire a procédé à d'importants remaniements parmi les hauts gradés afin de renforcer la cohérence de son action, notamment dans les zones en conflit : Quiché, Peten et Chimaltenango. Les porte-parole de l'armée imputèrent le remaniement à la promotion du général C.A. Caceres Rojas – impliqué dans l'Iran-Contragate – comme chef d'état-major suite à la démission soudaine du général A. Letara. Ces mutations consacrent le renforcement de la tendance militaire liée aux services de sécurité de l'armée et aux officiers artisans de la contre-insurrection, à laquelle appartiennent la majorité des actuels commandants des bases militaires. Ainsi, le ministre de la Défense, le général H. Gramajo, principal promoteur de la stratégie contre-insurrectionnelle et opposé aux pourparlers avec l'URNG, bénéficie au sein de la

junte des commandants d'une homogénéité de corps.

A l'occasion de son cinquième anniversaire, l'URNG renouvela sa proposition de dialogue au gouvernement et aux partis politiques comme aux forces démocratiques pour que s'établisse la démocratie au Guatemala, précisant qu'elle ne déposerait pas les armes ; le dialogue ne pouvant aboutir au résultat que l'armée chercha à obtenir depuis tant d'années, sur le champ de bataille. L'URNG dénonçait également l'aggravation récente du conflit armé caractérisée par les offensives militaires, les bombardements touchant la population civile dans les zones en conflit qui souffrent déjà de la militarisation. Enfin, elle mentionnait l'ingérence militaire croissante des États-Unis dans le conflit guatémaltèque.

Quant à la signature du plan de paix par les présidents centro-américains, l'armée expliquait le 7 août devant la presse qu'elle analyserait le document, mais qu'en principe ce plan «ne s'appliquait pas à notre pays».

L'INTERVENTION CROISSANTE DES ÉTATS-UNIS

Au cours de l'année 1987, les allées et venues des responsables politiques et militaires guaté-

maltèques se multiplièrent pour obtenir une aide militaire. Le 20 février, le colonel E. Letara réalise une visite officielle à Washington pour négocier l'aide nord-américaine pour 1988. Le 23 avril, le comité des Relations extérieures du Sénat accorda quatre-vingt millions d'aide militaire au Guatemala. Les 3 et 4 mai, trois hélicoptères CH-47 Chinook de l'US Air Force basés à Palmerola (Honduras) transportèrent des troupes de combat guatémaltèques de Guatemala-Ciudad à la base de Playa Grande, au Quiché. Les dix-huit hommes d'équipage appartenant à la 243e Compagnie basée à Fort Lewis (Washington) réalisèrent douze passages dans l'espace aérien guatémaltèque. Information confirmée par le gouvernement des États-Unis, après que le président V. Cerezo l'ait démentie, sachant que l'accord de reprise de l'aide militaire de 1985 prévoit seulement la fourniture d'équipements et de pièces détachées. Comme le signalèrent Mempstes et McManus, du *Los Angeles Times*, c'est la première intervention directe des États-Unis depuis la présidence de V. Cerezo.

Le 11 mai, le colonel Edgar D'jamila Dominguez, en plein scandale créé par l'utilisation de ces hélicoptères, demanda une augmentation de l'aide militaire et admit que les avions civils fournis par Washington étaient utilisés dans des opérations

contre-insurrectionnelles. Le lendemain, V. Cerezo fut reçu par Elliot Abrams, sous-secrétaire d'État à Washington. Il y confirmait cette demande au président Reagan. Il reconnut par ailleurs avoir personnellement sollicité l'intervention des hélicoptères étasuniens pour le transport de trois cents soldats de la capitale à Playa Grande. Le 10 mai, une troupe de mille hommes lança une contre-offensive dans cette zone du Quiché. A son retour, le président informait de l'obtention de cinq millions de dollars d'armement. Les 9 et 10 juin, à la demande du gouvernement démocrate-chrétien, deux avions nord-américains réalisèrent des épandages de produits chimiques afin, selon lui, de détruire des plantations de marijuana. Ces opérations se déroulèrent dans les cinq départements de San Marcos, Huehuetenango, Quiché, Petén et Quetzaltenango, visant implicitement les forces résistantes présentes dans ces régions, sans se soucier des graves dommages occasionnés à la population civile.

Enfin, le 15 juillet, l'ex-ministre des Affaires spéciales et secrétaire général de la Démocratie chrétienne, Alfonso Cabrera, entreprit un voyage à Washington

pour solliciter une nouvelle augmentation de l'aide militaire. Il revint avec la promesse de dix millions supplémentaires d'armements et de moyens de transport. Après la démission du chancelier Mario Quinonez Amezquita pour divergences sur la politique centro-américaine de V. Cerezo, A. Cabrera fut nommé ministre des Relations extérieures. Il lui sera dès lors difficile de se conformer à l'esprit des accords d'Esquipulas II, étant donné le mutisme officiel forcé avec lequel le gouvernement prétend traiter le conflit armé interne et l'ingérence étasunienne chaque fois plus évidente.

Dernièrement, le 9 septembre, l'URNG réitérait sa disposition au dialogue, rappelant que la militarisation du pays «est la principale cause de la guerre». De son côté, V. Cerezo annonçait qu'il était prêt à «un échange de points de vue» avec l'URNG par l'intermédiaire de la Commission de réconciliation récemment créée. Immédiatement, le général Gramajo signalait que la demande de dialogue de l'URNG «n'est qu'une stratégie démagogique» et repoussait toute possibilité de supprimer les patrouilles civiles «nécessaires aux communautés».

LES ACTEURS DE DEMAIN



PRESENTATION

Le Guatemala se re-présente sur la scène internationale. A sa droite, Vinicio Cerezo qui tient le rôle principal. A sa gauche,

l'incertitude de toute une population durement touchée par ces dernières années de guerre civile. Derrière se trouvent les principaux acteurs de l'isolement guatémaltèque antérieur, l'institution militaire et les Etats-Unis. Mais celui qui incontestablement tient le devant de la scène, c'est le plan Arias.

Ce faisant, il change le décor, essaie de renvoyer victimes et combattants en coulisses et laisse entrevoir un environnement social profondément marqué par ses inégalités. Des populations qui attendent de pouvoir revenir chez elles, sur leur terre, de pouvoir subvenir aux besoins de leurs enfants, ou de défendre leurs intérêts en s'organisant, en réfléchissant sur la possible transformation de leurs conditions d'existence. Certes, les militants s'engouffrent dans les espaces de libertés laissés par l'ouverture démocratique mais les résultats sont encore très minces et la répression toujours là, encore mise en œuvre, souvent. Les 38 000 disparus comme certains massacres pèsent toujours d'un poids déterminant sur le conscient collectif guatémaltèque.

Vinicio Cerezo invoque la dette sociale, laissée par les régimes précédents, et sa première année de gouvernement pour défendre sa réforme fiscale face à l'opposition résolue des chambres patronales. Or, il n'apparaît aucunement évident que l'objectif d'une redistribution entre Etat et possédants soit atteint. Finalement, il ne lui reste plus que la sphère internationale avec le soutien croissant des Etats-Unis d'une part et, d'autre part, les conversations aujourd'hui entamées à Madrid avec la résistance armée.

L'international a dès le début constitué son principal espace de liberté. Il s'en est servi en multipliant les initiatives, les voyages pour agrandir au maximum sa marge de manœuvre financière et politique. Ainsi, à l'image de la population qui l'a élu, Vinicio Cerezo est obligé de sortir du pays pour retrouver sa liberté de parole, de déplacement et de décision. Seule exception qui confirme la règle : les accords d'Esquipulas furent signés à Guatemala-Ciudad.

Les racines d'un conflit

L'analyse de la situation agraire au Guatemala, principalement caractérisée par la relation latifundia-minifundia, est essentielle pour la compréhension de l'ampleur de la polarisation qui traverse la société guatémaltèque. La terre est la racine des explosions sociales et des principaux affrontements politiques qu'a connus le Guatemala depuis un demi-siècle.

Les latifundias — les grandes plantations ou fincas, dont la production est destinée à l'exportation — et les minifundias — unités de production paysanne de très petite taille — sont les deux pôles qui structurent le système agraire. Le minifundi (ou munifundio, comme on l'appelle là-bas) est situé dans les zones topographiques élevées, soit au-dessus de 1 500 mètres. C'est une zone froide, et le rendement de la terre y est très faible ; les sols étant très pauvres et les terres très usées. L'application de la technologie en vue d'augmenter la productivité est rendue extrêmement difficile, entre autres, parce qu'en général les minifundios se situent dans des terres très accidentées. Au fur et à mesure que les enfants grandissent, le morcellement des petites propriétés agrave encore l'atomisation des terres. Nous voyons comment ces conditions de vie ont une influence décisive sur la paupérisation constante subie par les habitants de cette zone qui représentent près de 60% de la population totale du pays, des Indiens en grande majorité.

LE SYSTEME ACTUEL

La production agricole des paysans minifundistes ne suffit pas à couvrir les besoins alimentaires annuels d'une famille. Les travailleurs agricoles, et surtout les Indiens, se voient donc obligés d'émigrer plusieurs mois par an vers la côte Sud, la zone des grandes plantations, des fincas, piliers de l'économie nationale. La production agricole de ces fincas est destinée à l'exportation et représente 60% de la valeur

totale des exportations du pays ; elles concentrent 65% des terres cultivables entre les mains d'un peu plus de 2% de la population totale.

Selon une étude effectuée par l'Agence internationale de développement (AID, organisme officiel des États-Unis) dans *Tierra y Trabajo en Guatemala : una evaluacion* (1982), 88% des unités d'exploitation agricole étaient considérés de taille «sous-familiale», c'est-à-dire trop petites pour répondre aux besoins minimaux d'une famille. Mais ces unités ne rassemblent que 16% des terres cultivables, alors que les fincas de plus de 450 hectares, moins de 1% des unités d'exploitation agricole, constituent 34% des terres cultivables.

Le maintien de cette structure agraire joue un rôle extrêmement important dans la persistance d'une telle situation, car les paysans sont obligés de travailler quatre mois par an, au moins, dans les fincas. Celles-ci, de leur côté, ont besoin d'une importante main-d'œuvre pour effectuer la récolte mais n'assurent pas un emploi permanent aux travailleurs agricoles.

Que se passerait-il si les paysans possédaient des terres suffisantes pour couvrir leurs besoins familiaux ? Le système ne peut donc fonctionner qu'à condition de maintenir le paysan dans une situation où il devra accepter de vendre sa force de travail quelques mois par an, dans les conditions imposées par les finqueros. Cette relation latifundia-minifundia s'établit donc en termes de dépendance, où chaque pôle a besoin de l'autre pour assurer sa propre reproduction, ou sa survie, mais où seul le pôle dominant, la toute puissante oligarchie agro-exportatrice, est bénéficiaire (1).

UNE RÉFORME AGRAIRE...

La polarisation provoquée par cette concentration extrême des terres est loin de s'atténuer. D'un côté, la croissance démographique de la société guatémaltèque et sa conséquence, la poursuite de l'atomisation des terres, constitue déjà un formidable facteur de pression. A ce facteur structurel, nous devons ajouter les facteurs d'ordre conjoncturels, tels que : les répercussions sociales des campagnes de «terre brûlée» lancées par l'armée depuis 1981 (celles-ci avaient provoqué le déplacement de plus d'un million de personnes entre 1981 et 1983) ; l'ampleur de la crise économique ; l'importante militarisation des zones rurales, etc.

Il est évident qu'au Guatemala la question de la réforme agraire est fondamentale pour l'avenir du pays, car aucune stabilité politique et sociale n'est envisageable sans la recherche de solutions à cette source de tensions et d'inégalités. L'oligarchie s'oppose violemment à cette remise en cause de l'actuelle structure agraire, dont elle tire sa richesse économique et son immense pouvoir politique. L'actuel président, cédant aux pressions des secteurs dominants, s'oppose lui

Selon l'Agence internationale pour le développement (AID), le «Guatemala, de même que beaucoup d'autres pays de l'Amérique latine, se caractérise par de surprenantes inégalités dans la distribution de ses terres. La situation ici est plus grave que dans les autres pays de ce continent (...) En 1979, le coefficient de GINI pour le Guatemala était de 85, le plus élevé d'Amérique latine, excepté deux pays : pré-réforme au Pérou (1961) : 93,3, et pré-réforme en Colombie (1964) : 86,9.» En 1964, l'indice de GINI pour le Guatemala était de 82,42.

L'indice de GINI ou coefficient de GINI est une mesure utilisée dans les analyses agraires pour évaluer le degré de concentration de la terre. Il se base sur la comparaison de deux paramètres : la taille de la finca ou unité agricole de production et l'extension du terrain. Dans une situation de distribution des terres parfaitement égalitaire, l'indice de GINI serait égal à 0 ; tandis qu'à l'inverse, dans une situation d'inégalité extrême, il serait égal à 100.

aussi à toute idée de réforme agraire, considérant que «la réforme agraire serait un attentat contre la démocratie.»

Pourtant, la mobilisation paysanne revendiquant une redistribution des terres avait rarement connu autant d'ampleur depuis 1954, année du renversement par les États-Unis du président Arbenz, le père de la réforme agraire au Guatemala. Aujourd'hui, ce sont près de 200 000 paysans, regroupés autour d'une dizaine d'associations — dont la plus connue est le Mouvement Pro-Tierra, présidée par le père Giron — qui se sont organisées pour revendiquer les droits des paysans d'accéder à la terre. Il est incontestable que l'importance de cette mobilisation a réussi à remettre le problème de la réforme agraire à l'ordre du jour des grands débats nationaux, montrant par là que la répression, si massive et indiscriminée soit-elle, ne pourra jamais l'éviter.

... MAIS LAQUELLE ?

Il ne faut pourtant pas croire que les données du problème sont simples, comme le rappelle le Comité d'unité paysanne (CUC), dans un document rendu public à l'occasion de la Fête du travail de cette année. Pour le CUC, la nécessité d'une réforme agraire est non seulement indiscutable mais indispensable pour ramener la paix dans le pays. En établissant cette équation, réforme agraire = paix, les paysans veulent rappeler à l'ensemble de la société où se trouvent les racines de l'affrontement actuel.

Il est certain que cette revendication populaire ne doit pas être considérée comme une «panacée», comme le remède à tous les maux

nationaux. La question est complexe, et la crise actuelle si profonde qu'on ne peut se limiter à des réponses simplistes. Il est certain, affirme le CUC, qu'aucune solution durable ne peut se passer de la mise en place d'un programme de redistribution des terres. Mais de quel type de réforme agraire s'agit-il ? «*Nous ne le savons pas*, répond l'organisation paysanne, et nous pensons que personne n'a actuellement de réponse précise», ni sur le type de réforme agraire à impulser ni sur les caractéristiques que celle-ci devrait avoir.

S'agissant d'un problème qui affecte si profondément l'ensemble de la société, la question de la réforme agraire — sujet tabou, ne l'oublions pas, il y a encore peu de temps — devrait devenir un sujet de rapprochement pour tous ceux «*qui sont intéressés par le développement démocratique du Guatemala*» : les travailleurs agricoles, les coopérativistes, le mouvement syndical, l'Église catholique, les églises protestantes, les universitaires, la presse, les partis politiques démocratiques et le secteur privé intéressés par le développement national.

Il semble donc clair que le mouvement populaire guatémaltèque n'envisage pas la solution de la réforme agraire comme une sorte d'incantation magique, qui apporterait automatiquement la solution aux problèmes politiques et sociaux. Mais si l'on s'interroge à propos de son contenu, la nécessité d'une réforme agraire ne fait pas l'ombre d'un doute car elle la condition incontournable pour retrouver la paix ; et sans avoir atteint la paix, il n'y a pas de démocratie possible pour le Guatemala.

(1) Dossier «Du développement dépendant à l'affrontement», *Solidarité Guatemala* numéro 22, novembre-décembre 1983.

(2) «Un vieux démon resurgit : qui demande une réforme agraire ?», *Solidarité Guatemala* numéro 35, automne-hiver 1986.

■ DOCUMENTATION
■ REFUGIES ■

est édité toutes les trois semaines par le Centre interassociatif francophone d'information et de documentation sur le droit d'asile et les réfugiés (4-6, passage Louis-Philippe, 75 011 Paris). Documentation réfugiés, c'est aussi un centre de documentation où vous trouverez : un vaste ensemble de coupures de presse sur tous les pays du monde, des publications ayant trait au droit d'asile et aux réfugiés, des renseignements sur les associations soit de réfugiés soit s'occupant des demandeurs d'asile et des réfugiés, des textes juridiques concernant les réfugiés et demandeurs d'asile.

LES FAUX PAS DE REAGAN

FAVORISENT LA PAIX

L'Amérique centrale vue des Etats-Unis

Le 7 novembre 1984, le Nicaragua, contre toute attente, le projet d'acte de paix de Contadora. Soumis à de fortes pressions, le Honduras, le Salvador et le Costa Rica, trouvèrent brusquement des imperfections inacceptables dans un document... qu'ils venaient d'approuver. Le «Bloc de Tegucigalpa» venait de prendre corps.

Le même scénario sera répété quelque vingt mois plus tard, lorsque la signature de l'acte de paix et de coopération de Contadora, prévue pour le 6 juin, sera reportée *sine die*.

Le 7 août 1987, à la surprise générale, les cinq mandataires de l'Amérique centrale, réunis à Esquipulas, signaient la version définitive du «Plan Arias» : un plan qui reprend presque à la lettre l'acte de paix révisé de Contadora. Celle-là même que le bloc de Tegucigalpa ne cessait de boycotter depuis deux ans.

La conjoncture politique qui permet l'apparition et la transformation du Plan Arias se caractérise par un changement, relativement rapide, du contexte politique existant jusqu'à la fin 1986.

L'AFFAIBLISSEMENT DES ÉTATS-UNIS

L'affaiblissement de la politique extérieure de l'administration Reagan est bien sûr une conséquence directe du scandale de l'Iran-Contragate. En réalité, celui-ci ne sera que la partie la plus visible de ce qui est une grave accumulation d'échecs de sa politique extérieure en général (voir à ce sujet l'article de Claude Julien, «Débâcle», *le Monde diplomatique*, janvier 1987).

La modification dans le rapport de forces entre le pouvoir législatif et l'exécutif aux États-Unis, introduit par la nouvelle majorité démocrate au Sénat.

L'offensive politico-diplomatique du gouvernement sandiniste dont la reprise de l'initiative militaire face à la Contra et la mise en

accusation du Honduras et du Costa Rica devant la Cour internationale de La Haye ont représenté les deux moments forts. A ceci il faut ajouter les divisions internes croissantes de la Contra (démission d'Arturo Cruz, la seule figure à connotation antisomoziste), la corruption et les problèmes du front sud. Enfin, l'absence presque totale de soutien latino-américain à la Contra.

La perte de prestige et de crédibilité du Costa Rica à la suite du rapport «Tower» dénonçant les implications du gouvernement dans l'aide logistique à la Contra, ainsi que les pressions exercées par l'administration Reagan cherchant à compromettre davantage le gouvernement Arias.

L'affaiblissement notable du gouvernement Duarte au Salvador. Celui-ci apparaît de plus en plus soumis à l'armée à un moment caractérisé par la montée de la pression populaire dans les villes, l'équilibre des forces entre l'armée et le FMLN, et une image de plus en plus ternie par la dégradation de la situation des droits de l'homme dans le pays.

Enfin l'affaiblissement relatif, aussi, de la politique de «neutralité active» du président Cerezo au Guatemala.

Autant de facteurs explicatifs de cette évolution mais parmi lesquels l'affaiblissement de l'administration Reagan joue un rôle déterminant et entraîne un rééquilibre des forces sur l'échiquier centro-américain.

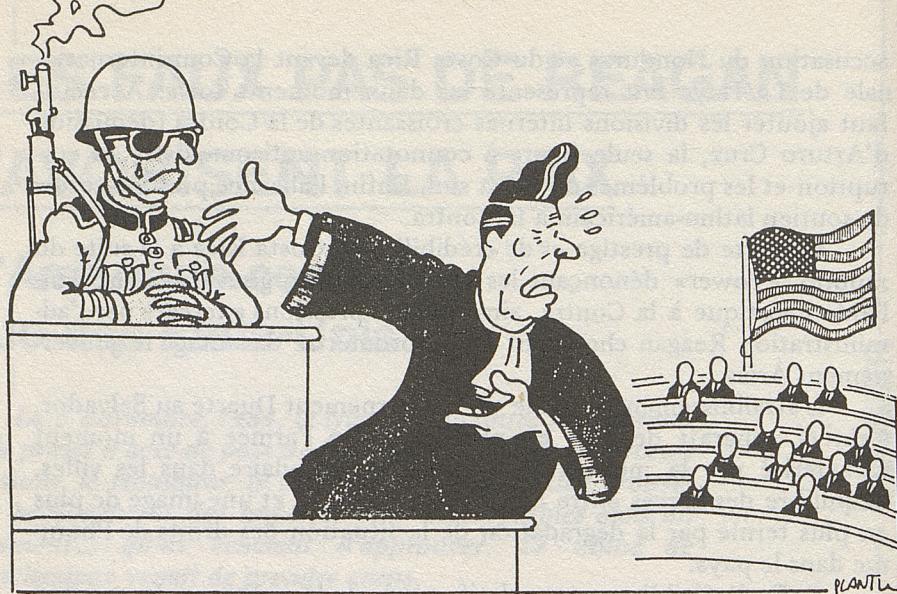
Centrée sur une stratégie dominée par l'obsession de la «menace communiste», la politique extérieure du président Reagan faisait volontairement l'impasse sur les réalités sociales et politiques de la région et se montrait aussi incapable de tenir compte, un tant soit peu, des intérêts spécifiques de ses alliés. Il se trouve aujourd'hui sur la défensive. Certes, la paix est encore loin, mais l'initiative a changé de camp.

DU PLAN ARIAS AU PLAN ARIAS bis

Le 7 janvier 1987, le ministre des Relations extérieures du Costa Rica, M. Madrigal Nieto, se rend à Miami pour une réunion de travail avec trois hauts fonctionnaires de l'administration américaine : Elliot Abrams (sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires interaméricaines), Philippe Habib (envoyé spécial de la présidence) et William Walker. L'objet de la réunion est l'élaboration d'une proposition de paix pour l'Amérique centrale.

Madrigal Nieto déclare alors que «*le but de la proposition est d'arriver à la démocratisation du Nicaragua et les détails de la proposition ne sont que des variations sur le même sujet*». La proposition se situait donc dans le droit fil des préoccupations de l'administration Reagan.

Auparavant, la diplomatie costaricaine s'était entretenue avec Christophe Dodd, chef démocrate du Comité des affaires hémisphéri-



ques du Sénat américain, et connu comme l'un des principaux opposants à la politique de Reagan. La réunion de Miami avait donc, vraisemblablement, permis de corriger la copie.

L'initiative de Miami, ou Plan Arias « première version », cherchait à préparer la « Troisième Conférence ministérielle », qui devait avoir lieu les 9 et 10 février à Guatemala, avec la participation des « douze » européens, le groupe de Contadora et les chanceliers centro-américains.

Le principal point de désaccord entre le Nicaragua et le bloc de Tegucigalpa concernait la définition des conditions indispensables à une solution négociée : pour le Nicaragua, avec le soutien de la Grèce, la condition de base était : « *l'indépendance, la non-ingérence, l'auto-détermination et l'inviolabilité des frontières* » ; pour le bloc de Tegucigalpa, avec le soutien de la RFA, la « *démocratie pluraliste* ».

Le 13 février, trois jours après la conférence des chanceliers et deux jours avant le « sommet » de San José (auquel le Nicaragua n'a pas été invité), les gouvernements du Salvador et de Honduras annonçaient publiquement leur soutien au « Plan Arias ». Elliot Abrahms et Franck Carlucci (du Conseil national de sécurité étaisunien) ratissaient, eux aussi, leur accord. A l'opposé, le Nicaragua accusait le Plan Arias d'être pro-étatsunien.

Or, le même jour, le chancelier Madrigal Nieto, faisait une tournée de capitales centro-américaines pour présenter un « nouveau » plan : le Plan Arias s'était transformé, d'une variante du Plan Reagan, en une variante du dernier acte de paix révisé de Contadora ; celle-là même que le Bloc de Tegucigalpa avait rejeté en juin 1986.

Quelques jours plus tard, l'ex-président du Costa Rica, l'une des figures les plus importantes de la social-démocratie latino-américaine, Daniel Oduber, dans une déclaration à la presse, donnait un premier

éclairage sur les causes de la « transformation » du Plan Arias : en faisant le lien entre le « Rapport Dodd » et la nouvelle politique du président Arias, Oduber révélait l'influence décisive jouée dans ce sens par la majorité démocrate aux États-Unis.

Le sommet de San José se concluait par une simple déclaration réthorique des quatre mandataires, tant il était évident que le Salvador et le Honduras ne pouvaient pas la soutenir ouvertement sans remettre en cause leurs engagements antérieurs avec les États-Unis.

NÉGOCIATIONS SOUS SURVEILLANCE

L'intermède de presque six mois entre le sommet de San José et la signature par les cinq mandataires d'un accord de paix à Guatemala le 7 août dernier (Esquipulas II), fut une période d'intenses négociations où les différentes parties subirent de fortes pressions de l'administration américaine.

La stratégie des États-Unis se développa selon trois axes :

— Négocier avec l'opposition démocrate la formulation d'un plan qui sert de « correctif » à l'initiative Arias, ouvrant la porte à une éventuelle approbation du projet d'aide à la Contra. Le Plan Reagan-Wright présenté le 5 août 1987 cristallisera cette initiative.

— Le déployerent « dissuasif » des troupes nord-américaines au Honduras au travers des manœuvres conjointes Solid-Shield 87 (13 000 soldats d'avril à mai) ; Blazing Trails (4 500 soldats US de janvier à juin) et Ahuas-Tara 87 (4 500 soldats US du 27 décembre à fin avril).

— Le maintien d'une pression diplomatique permanente au moyen de l'envoyé spécial de M. Reagan, Philippe Habib.

Cet ensemble de mesures a réussi à créer un climat de grande tension. A plusieurs reprises les négociations ont failli échouer. A titre d'exemple, la première date retenue pour le sommet d'Esquipulas a du être changée suite à une visite éclair de Philippe Habib à San Salvador.

Un plan de paix a été, tout de même, signé le 7 août à Guatemala. Sept jours après l'accord d'Esquipulas, le 14 août, Philippe Habib donnait sa démission, marquant ainsi son désaccord avec la politique avancée par Elliot Abrahms : point de négociations bilatérales avec le Nicaragua, renforcement de l'aide à l'opposition interne au Nicaragua et demande d'une aide militaire à la Contra jusqu'au 30 septembre.

Abrahms repréSENTA dans ce contexte d'affaiblissement relatif des néo-conservateurs le dernier obstacle entre les « pragmatiques » de l'administration et la majorité démocrate au Congrès et au Sénat. Le *Washington Post* rapportait qu'Abrahms serait bientôt destitué de son poste de Secrétaire adjoint aux Affaires latino-américaines du Département d'État, et qu'à sa place serait nommé Harry Shlauderman, ambassadeur au Brésil et ancien ambassadeur itinérant en Amérique centrale.

LA CONCERTATION

GOUVERNEMENT-PATRONAT

À BOUT DE SOUFFLE

Vinicio Cerezo au cœur de la crise

Première étape : rétablir les grands équilibres et réduire l'inflation. Opération réussie pour V. Cerezo grâce à de l'aide extérieure et au prix d'une pauvreté croissante.

Seconde étape : la reconstruction avec dans le premier rôle, l'Etat – mais personne ne fait crédit. Pendant ce temps la situation sociale empire et d'après certaines sources, 25% des Guatémaltèques dépendaient de l'aide extérieure pour se nourrir.

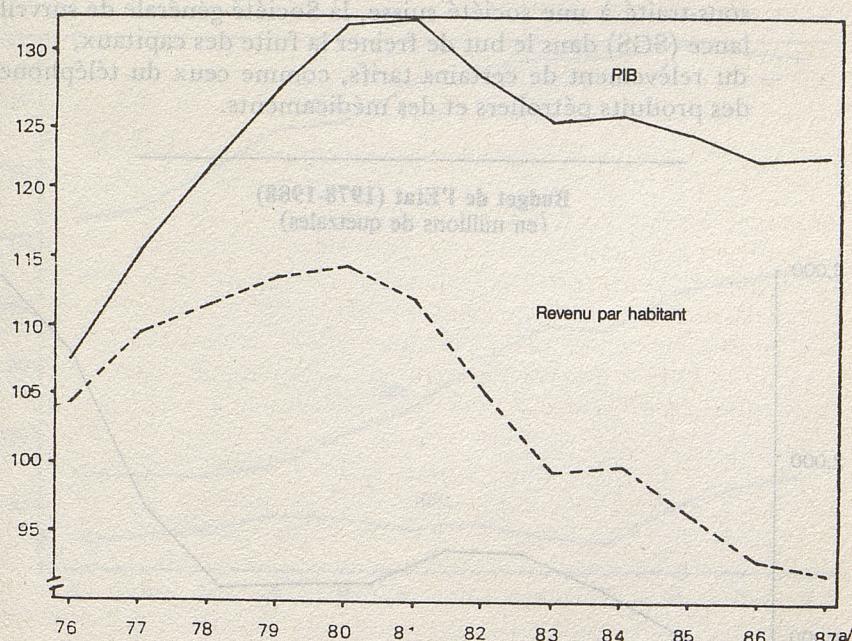
Le Guatemala autrefois à l'abri des maux caractéristiques des économies d'Amérique latine – hyper-inflation, surendettement, effondrement monétaire – avait fini par sombrer sous l'accumulation des déficits extérieurs et intérieurs. Déficit de la balance des paiements imputable à la baisse des cours des produits agricoles exportés et à la fuite des capitaux.

Déficit budgétaire malgré la stagnation voire le recul des dépenses publiques ; les chambres patronales s'opposent à la levée de nouveaux impôts. Le Général Mejia Victores avait même dû rehausse du prix des carburants face aux manifestations populaires qu'avaient suscité ces mesures.

L'héritage économique laissé par les militaires représentait donc un sérieux handicap pour le nouveau gouvernement de V. Cerezo au début de 1986. Pourtant la nouvelle conjoncture politique créée par l'élection d'un civil à la présidence allait permettre de dépasser en grande partie ces blocages au travers de la mise en œuvre de plans d'objectifs.

En effet, dès le mois de mars 1986, le gouvernement démocrate-chrétien mettait en œuvre le plan de refonte économique et sociale qui prétendait à la fois rétablir les équilibres à court terme et constituer une solution globale à la crise tout en faisant l'économie de toute réforme structurelle. La conception de ce plan relevait d'une politique sociale développementiste qui associait les créations d'emplois

**Indices d'évolution du Produit intérieur brut
et du revenu par habitant (1976-1987)**
(1975 = 100)



Source : « Guatemala 1986, l'année des promesses », *Infopress Centroamericana*, janvier 1987.

au renforcement d'une société démocratique. Son axe central résidait dans le développement d'une politique de concertation avec l'initiative privée.

UN PLAN LIBÉRAL ET ÉTATISTE

Il comprenait :

- la dévaluation officielle du Quetzal (2 Quetzal pour un Dollar au lieu de 1 pour 1 auparavant)
- les taux d'intérêt : leur augmentation couplée avec un contrôle de la croissance de la masse monétaire
- enfin la libération des prix de plus de 300 produits de première nécessité qui préfigurait la suppression des prix administrés pour stimuler la concurrence.

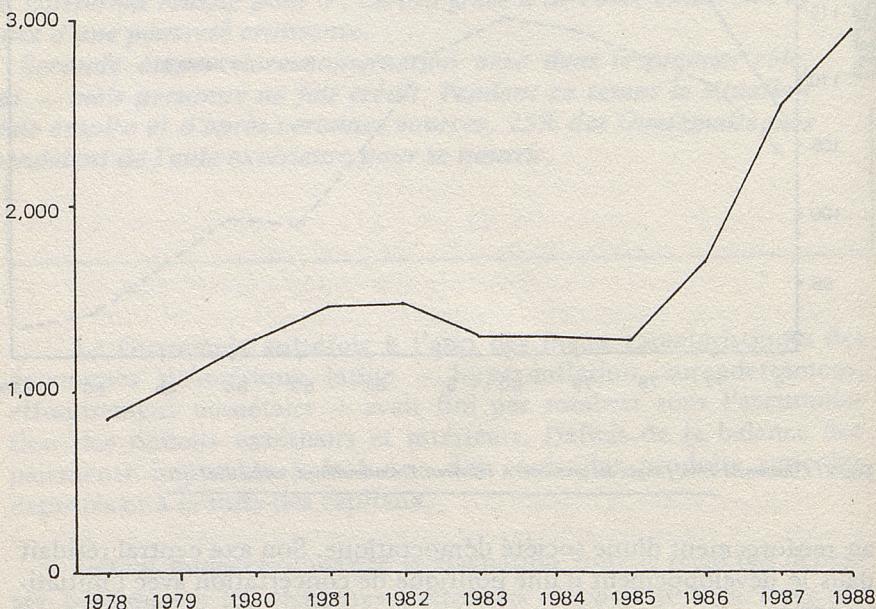
A cette première série de mesures d'inspiration libérale et monétaire qui satisfaisait pleinement les milieux patronaux s'ajoutait un second volet qui lui, avait pour but de financer l'augmentation du

LES ACTEURS DE DEMAIN

budget de l'État par la création de nouveaux impôts. Il s'agit de :

- la levée d'un impôt extraordinaire sur les exportations égal en moyenne à 30% de leur valeur,
- du contrôle des facturations à l'import comme à l'export sous-traité à une société suisse, la Société générale de surveillance (SGS) dans le but de freiner la fuite des capitaux,
- du relèvement de certains tarifs, comme ceux du téléphone, des produits pétroliers et des médicaments.

Budget de l'Etat (1978-1988)
(en millions de quetzales)



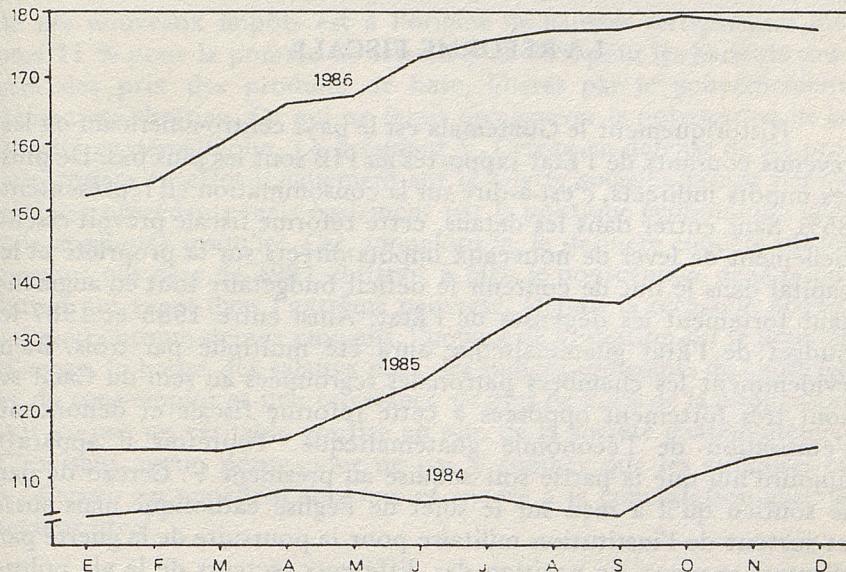
Source : « *Infopress Centroamericana* » du 17 septembre 1987.

Enfin troisième et dernier volet, les mesures sociales d'accompagnement :

- une augmentation uniforme des salaires des fonctionnaires (50 quetzals)
- une subvention destinée à limiter la hausse des produits de base importés dû à la dévaluation
- et la création de 5 000 emplois de promoteurs sociaux et de maîtres d'école.

Après plus d'un an d'application de cette politique économique à la fois libérale et étatiste, certains résultats tangibles ont été obtenus : la spirale inflationniste a été brisée en 1987, le taux de change stabilisé, la balance des paiements rétablie grâce à la chute des impor-

Variation de l'indice des prix de consommation, aire urbaine, capitale (1984-1986)
(janvier 1983 = 100)



Source : « Guatemala 1986, l'année des promesses », *InfoPress Centroamericana*, janvier 1987. Données de l'Institut national de statistique et de la Banque du Guatemala.

tations. De plus la renégociation de la dette extérieure et un don de l'AID permettait au Guatemala de reconstituer ses réserves internationales.

Toutefois cet ajustement fut acquis au prix d'une nouvelle baisse importante du pouvoir d'achat des salariés et plus largement des couches populaires qui entraîna une baisse du PIB de 1,4%. Cette récession toucha l'ensemble des secteurs économiques, l'agriculture, la mine, l'industrie, le commerce, la construction et n'épargna que le secteur public et les services financiers (banques et assurances). Compte tenu de ces éléments le gouvernement démocrate-chrétien actualisa le premier plan et annonça le plan de reconstruction nationale, comme deuxième étape qui doit permettre une reprise économique sous l'égide des pouvoirs publics. Or le principal obstacle qui se

LES ACTEURS DE DEMAIN

dressait devant lui restait l'insuffisance des revenus de l'État et donc la nécessité d'une réforme fiscale qui permette de les augmenter. Déjà en 1986 seulement 30% des investissements prévus au titre des dépenses d'équipements de l'État avaient été réalisés — le plan de reconstruction nationale prévoyait lui une augmentation de 400%.

LA RÉFORME FISCALE

Historiquement le Guatemala est le pays centro-américain où les revenus courants de l'État rapportés au PIB sont les plus bas. De plus les impôts indirects, c'est-à-dire sur la consommation en représentent 85%. Sans entrer dans les détails, cette réforme fiscale prévoit essentiellement de lever de nouveaux impôts directs sur la propriété et le capital dans le but de contenir le déficit budgétaire tout en augmentant fortement les dépenses de l'État. Ainsi entre 1985 et 1987 le budget de l'État guatémaltèque aura été multiplié par trois. Bien évidemment les chambres patronales regroupées au sein du Cacif se sont très fortement opposées à cette réforme fiscale et dénoncent l'étatisation de l'économie guatémaltèque. Toutefois il apparaît aujourd'hui que la partie soit acquise au président V. Cerezo de par le soutien qu'il a reçu sur le sujet de l'église catholique mais aussi et surtout de l'institution militaire pour la poursuite de la guerre par d'autres moyens. La position des différents secteurs de la vie politique et sociale du Guatemala sur la réforme fiscale est résumée dans le tableau ci-dessous.

Position des différents secteurs concernant le remaniement fiscal

EN FAVEUR	CONTRE
<p>Exécutif Hauts rangs de l'armée Congrès (65 %)</p> <p>Parti démocrate-chrétien Eglise catholique</p> <p>Partis de la gauche démocratique et autres (UNO, PR)</p> <p>USAC</p> <p>CONFREGUA Collège des économistes Centrales syndicales</p> <p>Presse indépendante Petits secteurs populaires</p>	<p>CACIF UNAGRO</p> <p>PRENSA Partis de droite</p> <p>Autres chefs d'entreprise Collèges professionnels Collège des avocats</p> <p>CUSG</p> <p>« Guatemala Libre » Petits secteurs populaires</p>

CACIF : Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières. UNAGRO : Union nationale d'agriculture. UNO : Union nationale organisée. PR : Parti révolutionnaire. USAC : Université de San Carlos. CONFREGUA : Confédération des religieux du Guatemala. CUSG : Confédération d'unité syndicale. « Guatemala Libre » est un groupe clandestin apparu récemment menaçant de mort différentes personnalités.

Source : « *Inforpress Centroamericana* » du 17 septembre 1987.

Mais l'enjeu principal reste de savoir qui va payer réellement. En effet si les positions des syndicats diffèrent, leurs analyses émettent toutes la crainte de voir les nouveaux impôts rapidement se transformer en augmentation de prix. Outre que cette menace fut proférée par le patronat, certains indices laissent penser que déjà l'annonce de ces nouveaux impôts est à l'origine de hausses vertigineuses (de plus 11 % pour la pomme de terre à plus 33% pour les haricots rouges) des prix des produits de base, libérés par le gouvernement démocrate-chrétien. Ce qui ne ferait qu'aggraver la polarisation de la société guatémaltèque. Le Président V. Cerezo en défense de ses projets, insista en effet longuement sur la « dette sociale » laissée par les régimes précédents mais également par la politique économique libérale appliquée jusqu'ici. Car, rappelons-le, la dernière enquête sur les revenus qui date de 1981 chiffrait à 50% le pourcentage de la population qui vivait dans l'extrême pauvreté. Depuis la récession économique continue depuis cinq ans, l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat, la baisse des salaires réels, les indices croissants du chômage et de sous-emploi et une croissance de plus de 2,9% de la population ont creusé un véritable gouffre au sein de la société guatémaltèque. C'est sans aucun doute pour ne pas y tomber que les militaires et V. Cerezo en appellent toujours et encore à la concertation avec le secteur privé.

Source *Inforpress* numéro 756 - 17 09 87.

DES ESPOIRS DE DEMOCRATISATION FRUSTRÉS

Où va le syndicalisme guatémaltèque ?

Très ancien, peu important mais persécuté pour les exemples de dignité qu'il a su donner à des populations dévorées par la misère, le syndicalisme centro-américain affronte aujourd'hui le chemin parsemé d'embûches de la démocratisation.

DOSSIER

Dans cette région faiblement industrialisée, le chômage, le sous-emploi — et la mince couverture sociale qui protège uniquement les emplois stables — amènent rapidement l'activité syndicale à dépasser les demandes immédiates et à poser l'indispensable satisfaction des besoins sociaux ; le syndicat intégrant donc généralement l'ensemble des problèmes «de société», ses responsables ont toujours constitué les victimes désignées de la répression sanglante des groupes paramilitaires et de l'armée.

Ainsi, le syndicalisme urbain en Amérique centrale défend les droits de l'homme — qu'ils soient individuels ou collectifs, économiques et sociaux —, recherche la paix — que les belligérants, dans les pays en guerre, négocient comme le demandent les résistants, et tout cela en toute indépendance.

LUTTES D'INFLUENCES SUR LE TERRAIN SYNDICAL

Au Guatemala, l'actualité syndicale depuis 1981 a davantage été marquée par les assassinats répétés des militants que par les luttes collectives ou les négociations (1). Malgré cela les capacités de récunération du mouvement syndical s'avèrent importantes comme lors des manifestations contre la hausse des tarifs des transports de septembre-octobre 1985. Mais lors des grèves du secteur public d'avril-mai 1987, cette reprise est tout d'abord due aux inégalités criantes que la politique économique de V. Cerezo a jusqu'à mainte-

nant aggravé. (Voir article «Sur l'ajustement» dans ce même numéro).

D'où une importante polarisation. L'attitude du gouvernement de V. Cerezo Arevalo consiste d'une part à combiner une répression sélective contre des dirigeants, avec la satisfaction partielle de revendications ; d'autre part, à organiser des campagnes de propagande contre les directions syndicales «d'opposition» tout en impulsant la création de structures «de concertation», intégrées en réalité par les organisations syndicales liées au projet démocrate-chrétien — la Coordination générale des travailleurs guatémaltèques (CGTG) et l'Association nationale des travailleurs de l'État (ANTEG) principalement. Dans ce contexte les luttes dont la plupart prennent pour point de départ la défense de l'emploi, face à des mesures de licenciement visant plus particulièrement les dirigeants syndicaux, se transforment vite en bataille pour l'organisation des travailleurs. Ce qui pousse alors le mouvement revendicatif à se radicaliser et à se placer sur un terrain plus directement politique.

La seconde caractéristique, à l'instar du Salvador, du Honduras et du Panama, réside dans la nette domination du mouvement syndical par les salariés du secteur public. Alors que le patronat se refuse à accorder toute marge de négociation aux personnels du secteur privé, la Démocratie chrétienne s'attache à créer sa propre dynamique sociale dans les secteurs de l'administration et des entreprises d'État devenus stratégiques. Sur ce terrain il a déjà essuyé un demi-échec au travers de l'ANTEG par le départ de dirigeants déçus, qui sera mis à profit par les syndicats les plus combatifs. C'est ainsi que, dès octobre 1986, les employés de l'État lanceront un ultimatum pour que soit modifiée la politique économique gouvernementale, et que seront obtenues des augmentations salariales.

DES HANDICAPS CERTAINS

Enfin, soulignons la dispersion et le manque d'articulation des luttes au niveau national. Le nombre des conflits augmente sans conteste, mais de manière très éclatée. Les syndicats les plus actifs restent cantonnés aux grandes entreprises. Si la généralisation d'un conflit se limite effectivement, quand elle a lieu, à sa branche d'activité, il est à noter que deux structures interprofessionnelles ont récemment vu le jour, l'une municipale : l'Union des travailleurs de Quetzaltenango, l'autre régionale, le Front des travailleurs de la côte Sud. Ce manque de coordination existe également entre le ceux des campagnes. Quant à la structuration syndicale, les alliances entre les centrales (voir encadré) se nouent et se dénouent sur un mode conjoncturel ; il n'y a pas de règle générale d'affiliation des syndicats à telle ou telle confédération, ce qui laisse la porte ouverte à des divergences internes mais également à des convergences unitaires dans et entre syndicats et centrales. C'est ainsi qu'à un 1er Mai 1986 divisé avec une Confédération d'unité syndicale guatémaltèque

LES ACTEURS DE DEMAIN

(CUSG) absente du défilé, succède en janvier 1987 un accord d'unité d'action. Ce texte (2) décide une coordination syndicale par commissions auxquelles participent les différentes parties qui s'engagent dans la recherche d'une future unité syndicale. Et si cette collaboration destinée à faire contrepoids aux organisations créées par la Démocratie chrétienne se met difficilement en place, des luttes unitaires apparaissent qui incluent notamment d'ex-dirigeants et membres de la CGTG refusant le syndicat «godillot».

LA GREVE DES FONCTIONNAIRES

Par son ampleur, ses acteurs et la politique du pouvoir à son égard, le mouvement d'avril-mai 1987 dans le secteur public illustre parfaitement l'étape actuelle du syndicalisme guatémaltèque.

Plusieurs conflits d'importance agitent depuis plusieurs semaines déjà le secteur public lorsque le Syndicat des Finances rend le scandale public : le salaire des députés a été largement «réformé» alors qu'est refusée une augmentation de cent quetzales mensuels pour les salariés de l'Etat. Le gouvernement continue malgré tout d'invoquer l'impossibilité pour les finances publiques d'envisager le réajustement demandé, la grève se déclare et s'étend rapidement à l'ensemble du secteur public. L'engagement des syndicats est différencié : certains cessent le travail avant, d'autres après le déclenchement de la grève générale, et parfois pour des objectifs très spécifiques, finalement atteints ou non. On verra participer au mouvement des syndicats de la CSUG, d'autres liés à l'accord d'unité d'action de janvier 1987, d'autres encore proches de la CGTG. Enfin, les grévistes créeront leur propre structure unitaire, l'UNSG (puis UNGTE) qui rassemblera plus de quarante syndicats et sera soutenue par la CUSG et l'UNSITRAGUA.

Dans ce conflit, le 1er Mai, servira de «test» pour une radiographie du courant syndical. Chacun prévoyait un défilé spectaculaire,

LES CENTRALES SYNDICALES

Les trois principales sont : la Confédération nationale d'unité syndicale guatémaltèque (CUSG), née en 1984, s'affirmant social-démocrate et regroupant 150 000 adhérents ; l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSITRAGUA), créée en 1985, 35 000 adhérents, se veut indépendante et se caractérise par une importante activité en faveur de l'unité ; la Coordination générale des travailleurs guatémaltèques (CGTG), fondée par la Démocratie chrétienne en 1986.

d'autant que, pour la première fois, un accord reliait l'ensemble des centrales : CUSG, UNSITRAGUA, CGTG et FESEBS. Pourtant, malgré le succès de la grève générale, seuls les syndicats les plus actifs furent représentés. Pour l'ensemble des observateurs, l'absence de nombreux syndicats grévistes prouvera que les intérêts économiques s'avèrent prioritaires par rapport à une perspective syndicale plus large.

Dans ce contexte difficile pour les grévistes, sur qui peu d'information était fournie, et dont les dirigeants recevaient des menaces de mort par téléphone, le gouvernement a fondamentalement joué sur la lassitude, et le manque d'organisation et d'expérience du mouvement. Adoptant dès le début une position extrêmement dure — ses capacités de concertation étant amoindries par les engagements pris avec le patronat guatémaltèque et les instances bancaires internationales —, le pouvoir refusera toute augmentation salariale, et déclarera la grève illégale. Il menacera par communiqué de presse de licencier les leaders, tout en accompagnant cette répression d'un discours populiste sur les «bureaucrates» privilégiés qui volent l'argent des plus pauvres... Esquivant les préoccupations du mouvement qu'il pousse par là-même à durcir, V. Cerezo cherche, lui, à négocier l'appui à son Programme de reconstruction auprès des directions syndicales non affiliées aux grandes centrales. Car, cette demande d'augmentation du secteur public vient troubler la concertation prévue par le Parti démocrate-chrétien. Son contenu sera suggéré par les dix propositions abstraites que formulera en ultime médiation le ministre des Finances.

Campagnes de désinformation, de dénigrement, accusation d'illégalité, menaces, essoufflement d'un mouvement isolé amèneront à la signature d'un accord dans lequel le gouvernement ne s'engage en rien (voir encadré). Si pour certains travailleurs, la garantie présidentielle est à prendre en compte, pour la plupart le bilan du conflit est plus que mitigé, comme l'explique Victor Balcarcel, membre du comité de coordination de l'UNGTE et secrétaire de la Fédération des syndicats d'État (FSE). Montrant que les résultats des négociations ne répondent pas aux aspirations minimales du mouvement de grève, il conclut sur l'inertie d'un gouvernement qui, face à la libération des prix, demande aux travailleurs de collaborer à la protection des entreprises.

(1) Voir *Solidarité Guatemala*, numéro 26, 10/1984, «M. Demyk «un syndicaliste vu, un syndicaliste tué».

(2) Voir à ce sujet le texte explicite de l'accord d'unité d'action signé en janvier 1987 par la CUSG, le FESEBS, le STINDE et l'UNSITRAGUA qui parle d'expectatives de démocratisation frustrées.

UTOPIE ET LIBERTÉ

Les droits de l'homme : une idéologie ?

DOSSIER

Entretien avec Miguel BENASAYAG
Psychanaliste et auteur d'une thèse
de psychologie sur le Sujet dans les
prisons politiques.

Vous avez publié, en collaboration avec F. Gèze, «Utopie et Liberté» qui pose la question de l'idéologie des droits de l'homme. Pouvez-vous nous résigner la démarche qui a présidé à ce travail ?

Miguel Benasayag. — Ce livre est né de ma volonté, après *Contes à voix basse des prisons argentines*, de dépasser mon expérience personnelle et donc de qualifier la nouvelle importance idéologique accordée à l'atteinte de l'intégrité corporelle des individus, des opposants. Mon arrivée en Europe, à la fin des années soixante-dix, coïncide en effet avec le plein essor pris par l'idéologie des droits de l'homme représentée par diverses organisations, de Médecins sans frontière à Amnesty International. Ces organisations ont en commun de mettre en avant l'atteinte au corps produite par la faim, la torture, la disparition comme ultime limite à ne pas franchir pour un État de droit. Les «droits de l'homme» ont ainsi marginalisé les revendications antérieures centrées sur le droit des peuples à se libérer du colonialisme, de l'impérialisme.

Je me suis alors placé d'un point de vue européen, là où le consensus s'établit sur l'intouchabilité du corps en faisant l'hypothèse qu'elle joue le rôle symbolique de l'interdit. En effet, chaque État dans le sens de chaque culture, chaque peuple s'organise autour d'une figure de l'humanité. Cette figure permet, au nom du principe de réalité, d'empêcher le passage à l'acte immédiat ; elle médiatise le rapport de forces par le recours à l'interdit. C'est ce qu'il est convenu d'appeler la loi ontologique. Inclut-elle donc l'intouchabilité du corps dans un État de droit alors que l'on sait très bien qu'il n'en est pas toujours ainsi en Europe et qu'il en est différemment dans d'autres pays ? C'est mon hypothèse de travail. En revanche, dans tous les cas, anciens comme présents, le créateur de la loi devient intouchable. Or les lois républicaines procèdent des hommes. Pour cette raison, toute

atteinte au corps deviendrait donc une atteinte à la base de la légitimité de l'État de droit. En définitive, nous assisterions donc à la formation de consensus sociaux, historiquement évolutifs, autour de la figure symbolique de l'interdit : le corps humain dans les sociétés européennes.

Dès lors, que se passe-t-il d'après vous quand la torture, la disparition se font massives dans ses sociétés à État dit de droit, comme en Amérique latine et centrale aujourd'hui ?

M.B. — Le débat se concentre alors sur la solution à donner au problème de l'obéissance aux ordres. Récemment, le président de la République Argentine, Raul Alfonsin, que je considère comme un vrai démocrate, a été contraint de promulguer la loi dite de «Punto Final» qui permet à la majorité des anciens tortionnaires d'être libres de toute poursuite. Conséquence : il faut admettre que le conditionnement reçu de l'institution militaire, l'obéissance aux ordres, transgresse l'un des fondements de l'État de droit républicain. Autrement dit, les militaires subalternes étaient conditionnés sous l'autre régime et ne sont donc pas considérés pleinement responsables de leurs actes.

Cette thèse du conditionnement s'affirme absolument contraire aux principes de liberté, de responsabilité individuelle et collective. De plus, pour le combattre, il conviendrait de renverser le rapport de forces pour pouvoir conditionner les militaires différemment afin qu'ils ne commettent plus les actes proscrits.

UNE ÉTHIQUE DE LA LIBERTÉ

Comme je l'explique dans *Utopie et Liberté*, c'est à ce type de conclusions qu'arrive Stanley Milgram dont l'expérience a été popularisée dans le film *I comme Icare*. Or, de mon point de vue, l'être humain n'a pas à être conditionné mais plutôt à être placé face à sa liberté ; liberté qui ne procède ni d'une nécessité historique ni d'un mouvement ascensionnel sans fin, mais plutôt de la mise en œuvre d'un projet différent.

Par exemple, il ne s'agit aucunement de vouloir prouver que génétiquement un Noir est identique à un Blanc pour être antiraciste mais plutôt d'affirmer un projet antiraciste d'un point de vue éthique. Ce qui n'implique aucun déterminisme vers l'utopie de la totalité toute bonne où les hommes seraient amenés à vivre. Et c'est là toute la différence. Car il s'agit précisément d'admettre que son propre projet ne sera jamais celui d'un bien suprême dévoilé, et donc de renoncer à toute maîtrise de la totalité et reconnaître que cette multiplicité en action qu'est l'humanité échappe à toute vision totalisante. N'oublions pas qu'à l'origine se trouve l'insaisissable désir.

Pour cela, il faut certes considérer que les actes humains constituent une diversité aux aspects parfois contradictoires mais dont le moteur n'est pas une prétendue découverte du réel mais un projet différent.

LES ACTEURS DE DEMAIN

Cette position me semble en rupture avec la posture philosophique qui, hier, faisait rêver à une totalité toute bonne, une utopie, à naître chez les damnés de la Terre et qui a découvert aujourd'hui le mal absolu du totalitarisme face auquel, nouvelle vérité totale, la démocratie occidentale serait le rempart ultime à préserver à tout prix.

Appliquée aux droits de l'homme, cette attitude éthique exige de ne pas considérer ces droits comme relevant d'une instance « naturelle » ou transcendante mais comme l'objet d'une construction, d'un projet. Ce projet, loin de la philanthropie spectaculaire, engage d'abord, et avant même la victime, celui qui s'en fait le défenseur. C'est en tout cas ce que nous rappelle l'évidence selon laquelle je n'aurais pas été torturé si je n'avais pas été militant.

L'EXPÉRIENCE DE MILGRAM

« Visant à prouver que, dans certaines circonstances, tout individu est capable d'en torturer un autre si l'ordre lui en est donné, cette expérience a été popularisée par le film de Henri Verneuil, *I comme Icare* (1977), où Yves Montand en est le spectateur effaré. Elle consiste à expliquer à des couples de volontaires qu'ils vont participer à une recherche scientifique sur les mécanismes de la mémoire : le premier volontaire (qui est le vrai cobaye) doit lire au second (qui est en réalité un acteur rémunéré) une liste de mots que ce dernier devra ensuite répéter : et chaque fois que le « faux volontaire » – attaché à un fauteuil relié à un tableau de commandes – se trompe, le premier est invité par le « scientifique » supervisant l'expérience à lui envoyer dans le corps une décharge électrique, dont le voltage doit être augmenté à mesure que s'accumulent ses erreurs, malgré la souffrance (feinte) qu'exprime l'acteur. (...)

Pour Milgram, les résultats en effet effrayants de son expérience ne s'expliquent pas par l'existence de pulsions sadiques refoulées chez la majorité des individus. Pour les comprendre, dit-il, il faut s'intéresser aux mécanismes de la soumission volontaire à l'autorité : « Sa conséquence la plus grave » est la « disparition du sens de la responsabilité personnelle », qui conduit le sujet à torturer un inconnu dès lors qu'une autorité à ses yeux légitime le lui ordonne.

(...) Le « tortionnaire » de l'expérience de Milgram n'est en aucune façon confronté au même choix que le tortionnaire argentin de la réalité ; contrairement à ce dernier, il se trouve en présence d'un « torturé volontaire » prêt à souffrir pour le bien commun (en l'occurrence la connaissance scientifique) et d'un expérimentateur qui lui rappelle sans cesse qu'il agit pour ce bien. Cette restriction a son importance, car l'aspect spectaculaire de l'expérience peut très bien amener à occulter le caractère partiel de sa signification : surtout, elle montre que la conclusion théorique qu'en tire Milgram est en fait un à priori en fonction duquel il organise l'expérience. (...)

Extrait tiré de *Utopie et Liberté. Les droits de l'homme : une idéologie ?*, M. Benayag (en collaboration avec F. Géze), éditions *La Découverte*, Paris, 1986.

Cette conception dite réaliste des droits de l'homme se rattache en fait à une réalité préexistante qu'il s'agit uniquement de gérer ; où les militants ne se battraient plus au nom d'un projet mais contre des excès. A Buenos Aires, comme ici à Paris, des gens sincères et démocrates renvoient également dos à dos les militants révolutionnaires et les militaires. Mais si à Paris il s'agit de gérer un capitalisme bourgeois encore humaniste, à Buenos Aires, il faut gérer l'horreur. Et dans ce cas-là, que défend-on quand on défend la démocratie ? Une démocratie dont un des principaux résultats réside dans la production d'une réalité transformée en spectacle.

SPECTATEUR D'UN «AUTRE SPECTACLE» OU ACTEUR

Face à l'horreur de la torture de la faim, face à la folie du monde que nous fait découvrir quotidiennement notre société d'images, les défenseurs des droits de l'homme — certains nouveaux présidents civils latino-américains comme les techniciens sans frontières — nous offrent en effet, avec la meilleure volonté du monde, un spectacle alternatif, une autre image plus supportable. Plutôt qu'une alternative, je considère cette nouvelle «idéologie des droits de l'homme» comme la béquille du réalisme. C'est la même dictature de la nécessité que celle des mouvements marxistes dogmatiques. L'urgence des sans-frontières remplace en quelque sorte la justice sociale comme conquête préalable à celle de la liberté individuelle des marxisants dogmatiques.

Une lutte pour les droits de l'homme qui soit non spectaculaire implique au contraire entre le militant et la victime un rapport dialectique de réciprocité. Non pas qu'ils partagent nécessairement les mêmes projets, les mêmes idéaux, mais le mouvement vers l'autre du militant a d'abord un effet sur lui-même, lui qui est capable de dire «Ce qui se passe dans le monde, ça me regarde, j'ai mon mot à dire.» Prétendre avoir son mot à dire est une attitude qualitativement différente de celle du spectateur passif qui préfère regarder un «autre spectacle». C'est une attitude qui contribue à changer son auteur.

Ce que vous dites rencontre un certain écho dans le cas du Guatemala, dans la mesure où il est absolument clair que pour le Groupe des parents de disparus (GAM), la répression ne peut cesser à condition que la société change. Le projet est bien là, la réapparition des personnes disparues paraissant chaque jour plus improbable.

M.B. — J'ajouterai à ce propos qu'en Argentine, comme je le suppose au Guatemala, les Mères de la place de Mai à Buenos Aires pointent une blessure structurelle, car les gens sont certainement morts ; les militaires ne peuvent le reconnaître. Quant à Alfonsin, il est amené à gérer une contradiction insoluble dans la dictature de la totalité réaliste que les conditions générales lui imposent.



ALEJANDRO HERRERA

LA FANTAISIE

D'UN GENTIL HOMME

Alejandro Herrera a toujours rêvé de retourner au Guatemala. Il rêvait d'y compiler les partitions pour guitare du maître guatémaltèque Rafael Alvarez – auteur de l'hymne national –, de donner des concerts dans tout le pays, de revoir ses enfants. Une complication post-opératoire le priva de ses espoirs d'exilé, lorsqu'il décéda le 12 septembre passé à l'hôpital universitaire de Lausanne.

Guitariste professionnel de musique classique, Alejandro, persécuté par la répression militaire, avait dû abandonner son pays fin 1951. Réfugié en Suisse, il continua sa carrière musicale, travaillant comme professeur et présentant des concerts, dont nombre d'entre eux afin que soit connu le drame des droits de l'homme au Guatemala, où il était né en 1947. Entre 1982 et 1986, son programme rassemblait les maîtres latino-américains Hector Villa-Lobos, Antonio Lauro, Manuel Ponce et Dionisio Aguado : les fonds obtenus étaient principalement versés aux réfugiés guatémaltèques. Il appartenait également au groupe Mouvement Esperanza, animé par le pianiste uruguayen Miguel Angel Estrella.

De ses interprétations de musique latino-américaine pour guitare, il nous est resté une cassette : Alejandro Herrera. Guitare seule, éditée à Berne (Suisse) en 1985, dans laquelle se distingue particulièrement la Berceuse pour un enfant absent, écrite par lui (en collaboration avec J. Alonso) et qui témoigne de la solitude su déraciné. Sa demeure était toujours ouverte aux compatriotes avec qui il partageait la quête d'un Guatemala plus juste et libre.

Comme tout guitariste classique, la plus grande aspiration d'Alejandro était d'entrer en contact avec le maître Andrés Segovia. En 1982, déjà exilé, Alejandro devint son élève à Genève. Segovia écrivit à son propos : «Alejandro Herrera a brillamment parcouru le chemin qui mène de l'amateur au professionnel. Il a déjà donné de nombreux concerts et continuera d'en donner avec toujours plus d'enthousiasme pour lui et le public qui l'accueille. Je le prédis.»

Le génial Espagnol était loin d'imaginer que l'année 1987 serait fatal pour tous deux. Ou, pour paraphraser Otto René Castillo, que le maître et l'élève mourraient «veufs du monde».

LE RELIGIEUX, L'ÉTAT

ET LE CONTROLE DE LA POPULATION

INDIGÈNE AU GUATEMALA

Le Guatemala représente un cas particulièrement intéressant pour l'analyse de la fonction assignée par l'État au religieux dans la définition des rôles sociaux. Présentée en deux parties, cette étude a précédemment souligné («Solidarité Guatemala», numéro 36-37) en quoi la concurrence entre catholicisme et protestantisme s'articula avec un pouvoir «central» qui, par le biais de la force missionnaire, obligea la représentation indienne traditionnelle à changer de lieux de résistance. Pouvoir qui fera finalement appel à l'action destructurante puis restructurante des sectes nord-américaines.

Nous voyons maintenant comment la démarche de ces dernières se conjugue avec la tentative d'un pouvoir militaire de régler son compte à l'expression populaire guatémaltèque par un contrôle total de la reproduction de la société paysanne, ici indienne.

Seconde partie

Jesus F. GARCIA-RUIZ
CNRS

Le Guatemala est le pays le plus peuplé de l'isthme centro-américain. La population indigène y est majoritaire puisqu'elle représente environ deux tiers de la population, soit 5 millions de personnes environ. Elle est essentiellement concentrée dans la zone montagneuse — appelée Altiplano — des régions du centre, du nord et du nord-ouest et est intégrée par vingt-deux groupes linguistiques dont le Quiché, le Mam, le Cakchiquel, le Kekchi et l'Ixil sont les plus importants. Cette population, malgré les différences et les variantes quelque fois importantes, présente une certaine homogénéité façonnée

par l'histoire, la géographie, le mode de production, les conditions d'exploitation. C'est sur ces populations — le groupe mam fondamentalement — que j'ai travaillé pendant une longue période, m'intéressant surtout au politique et au religieux. La disparition de certains villages sur lesquels nous avions travaillé à la fin des années soixante et le massacre d'une partie de la population avec laquelle nous avons vécu ont contribué à modifier dans certains cas les orientations de notre recherche.

L'anthropologie, par sa méthodologie, par le mode de définition de son objet d'étude, et

par sa façon de poser ses hypothèses... part du travail de terrain intensif et extensif, de l'étude détaillée de situations et tente de mettre à jour un certain nombre de relations sociales difficiles à quantifier mais non pas moins fondamentales pour comprendre les processus sociaux.

Le Guatemala est le premier pays d'Amérique latine où un processus nationaliste et démocrate-bourgeois est réduit à néant par l'intervention de la CIA en 1954. A partir de cette époque, l'armée s'approprie l'appareil d'État et les spécialistes nord-américains «s'approprient l'armée» car, pour les USA, le Guatemala doit être le «modèle pour un continent». Comme l'avait signalé Nixon, vice-président de l'époque, lors de son voyage au Guatemala peu après le coup d'État : *«L'objectif principal du président Castillo Armas (militaire guatémaltèque utilisé par les USA pour l'intervention) était de faire pour le peuple en deux ans davantage ce que réalisèrent les communistes en dix. C'est la première fois qu'un gouvernement communiste a été remplacé par un gouvernement libre. Le monde entier observe qui fait le meilleur travail».* (1)

Comme dans d'autres pays d'Amérique latine, les conditions d'exploitation font surgir de nouveaux mouvements, parmi lesquels certains optèrent à partir des années soixante pour la lutte armée. Ces mouvements furent

dirigés militairement par des jeunes officiers qui s'étaient soulevés contre la corruption de l'armée et qui avaient été formés dans les écoles contre-insurrectionnelles de Panama et des États-Unis. Ce fut le cas de Turcios Lima, de Yon Sosa, etc. Durant cette période, les groupes indigènes sont pratiquement absents des mouvements armés.

Dans les années soixante-dix, l'armée organise le premier projet de «pacification». Nixon lui donne personnellement son soutien. Le plan consistait fondamentalement à créer des ouvertures pour les capitaux nord-américains, pour s'approprier de nouvelles ressources (nickel, pétrole), divers secteurs de l'économie guatémaltèque qui mettent de nouvelles régions en exploitation. Dans de nombreux cas, cela a signifié l'appropriation pure et simple, par la répression et la violence, des terres appartenant aux communautés indigènes. Sous la coupe des militaires, le plan fut habilement utilisé comme moyen d'enrichissement aisément et rapidement facilitant l'incorporation d'une partie des officiers à la classe dominante propriétaire des moyens de production. Dans ce sens, l'armée au Guatemala n'est pas simplement un «instrument de la classe dominante», elle est la protectrice des intérêts des chefs militaires qui font partie de la «classe dominante». L'armée se convertit ainsi en une «véritable instance de décision politique», puisqu'elle est une

fraction concurrente des groupes de pouvoir traditionnels et alliée à certains secteurs de la bourgeoisie financière.

Le tremblement de terre en de 1976 marque profondément la société guatémaltèque : d'une part, il justifie l'arrivée d'un nombre important de sectes nord-américaines à caractère directement politique (c'est le cas de l'Église du verbe dont fait partie le général Rios Montt, qui gouverna le Guatemala en 1983 à partir d'un coup d'État en 1982) et, d'autre part, il met en évidence la corruption et l'incapacité de l'État-gouvernement à assumer les responsabilités qui lui incombent. Près d'un million de personnes se retrouvent sans toit; la population la plus affectée étant celle des régions indigènes.

Face à l'absence d'intervention efficace de la part de l'État, de nouvelles structures organisationnelles surgissent ayant clairement conscience que l'unique alternative est d'assumer elles-mêmes, solidairement, les conséquences du désastre. Pour la première fois dans l'histoire récente des communautés indigènes, des brigades inter-ethniques de volontaires se créent. Ils parcourent les campagnes apportant de l'aide et provoquant une prise de conscience ; pour la première fois, de nombreux universitaires organisés vivent pendant de longues périodes avec les indigènes, leur apportant leur compétence professionnelle, leur expérience organisationnelle et politique.

Une solidarité nouvelle naît, de nouveaux canaux de communications inter-ethniques apparaissent, de nouvelles organisations voient le jour, de nouvelles alliances se forgent...

C'est pendant cette même période que surgissent publiquement des organisations politico-militaires, comme l'Ejercito guerillero de los pobres (EGP) en 1975 et l'Organisation du peuple en armes (ORPA) dont la première intervention publique se produit le 19 septembre 1979.

Cela préoccupe profondément les différents conseillers de l'armée guatémaltèque, laquelle, bénéficiant des expériences du Vietnam, d'Israël, d'Afrique du Sud et de Taïwan (guerre psychologique), élabore un véritable projet de destructuration de la société paysanne. Les déclarations de plusieurs responsables militaires explicitent la nouvelle orientation : «*Israël nous a apporté l'appui initial dont nous avions besoin pour faire face au problème de la subversion*» ; au niveau théorique et d'analyse, «*Israël nous a offert des cours, des textes, des documents qui nous ont montré les raisons de l'échec des USA en Indochine et de la Grande-Bretagne en Malaisie lorsqu'on essaya dans ces régions des programmes comparables aux nôtres*». (2)

Les experts venus de divers pays, ont clairement fait comprendre à l'armée que l'unique possibilité de réduire le mouvement populaire passait par un

contrôle total de la reproduction de la société paysanne. «Nous avons dû élaborer jusqu'au moindre détail la nécessité d'une guerre contre les insurgés et définir avec le plus grand soin l'ennemi à éliminer. Gagner à la guerre celui qui aura à ses côtés la population civile.»

Pour la première fois dans l'histoire du Guatemala, et probablement de l'Amérique latine, les experts étrangers et l'armée guatémaltèque planifient à partir d'études anthropologiques, sociologiques et psychologiques, une stratégie et un plan d'action politico-militaire, comme en témoignent les dires de l'état-major : «Les actions militaires ne sont donc pas le fruit du hasard ni d'improvisations empiriques : elles sont le produit d'une réflexion, d'études et d'analyses profondes et conscientes, réalisées par des officiers guatémaltèques compétents»...

Pour atteindre les objectifs, les forces armées affrontent la société civile indigène qu'elles considèrent comme partie intégrante du mouvement populaire et comme la base sociale de la guerrilla. Le coup d'État du 23 mars porte au pouvoir le général Rios Montt qui va maximiser la stratégie de la «terre brûlée», détruisant ce autour de quoi s'articule la société indigène : on extermine toute forme de vie dans des espaces déterminés, les cultures de maïs sont brûlées... L'armée mène sa logique jusqu'à ses dernières conséquences : toute maison

vide est brûlée car l'absence des propriétaires est synonyme de collaboration, tout champ cultivé en dehors du périmètre autorisé est brûlé... Cette stratégie de la «terre brûlée» (1981-1985) a provoqué une destructuration spatiale sans précédents au Guatemala : au moins 400 villages et/ou hameaux ont été détruits, brûlés, rayés de la carte ; près de un million de réfugiés internes ; etc. Ces massacres, ces destructions ont contraint la population à se disperser. Une partie de cette population, qui appartenait à des villages différents et à différents groupes indigènes, fut rassemblée par l'armée et mise dans une situation de dépendance totale dans les «villages modèles» qui ne sont autre chose que les «villages stratégiques» créés par les USA au Vietnam.

(1) NACLA, 1974 : 74.

(2) ACEN-SIAG, bulletin numéro 34 : 3.

NON-VIOLENCE **ACTUALITÉ**

**20, rue du Dévidet
45 000 MONTARGIS
Tél : 38 93 67 22**

MENSUEL
publié par l'association
Non-violence actualité

LITTÉRATURES

DE L'AMÉRIQUE LATINE

Le numéro 62

de la bibliothèque de Babel

L'Institut d'études ibériques et latino-américaines annonçait pour le 3 juin dernier une table ronde, sur la littérature mexicaine, autour de Juan José Arreola. Il en est résulté une brillante dissertation d'Arreola sur... la littérature argentine, plus exactement sur Borges. Invité, cordialement forcé même, à dire quelque chose sur son œuvre personnelle, alors qu'il ne restait que quinze minutes, Arreola, sans sous-estimer la gentillesse de ses interlocuteurs, s'est arrangé pour traiter ce thème en termes plus amples et a consacré le reste de son intervention à... Juan Rulfo.

A DOUBLE SENS

José MEJIA

Connaissant Arreola, nous nous attendions à un spectacle (dans le bon sens du terme), mais les faits ont de beaucoup dépassé les prévisions. C'est l'Institut qui nous a donné la première surprise. On aurait dit que tous les hispanistes annoncés dans le programme voulaient s'effacer devant l'invité. Dans une telle atmosphère de cordialité et d'improvisation opportune, l'Arreola public, qui sait être un Arreola intime (ou vice-versa), a réussi une de ses formidables performances.

LA PARADOXALE INTIMITÉ PUBLIQUE DE L'ÉCRIVAIN

Abordons, ne serait-ce que sommairement, la théâtralité

d'Arreola, qui lui a valu non seulement de la sympathie mais aussi de la réprobation parmi certains intellectuels mexicains. Des nullités qui s'expriment en public avec désinvolture, on en connaît, ainsi que des gens exceptionnels qui ont du mal à aligner deux mots. Mais doit-on forcément être cantonné dans l'un ou l'autre de ces deux extrêmes ? Arreola a tellement d'aisance en public, qu'au lieu d'exposer un thème, il converse librement, parfois, on dirait qu'il pense tout haut. Que pourrait-on lui reprocher par ailleurs ? La littérature elle-même ne serait-elle pas paradoxalement intimité publique, différée par le texte ?

Mais venons-en à la réunion. Si une paraphrase suffisait à résu-

mer la communication d'Arreola, venait de sortir de presse et circule ce serait celle de *Borges se faisant*. lait dans certaines mains.

Tout a commencé quand M. Silva Caceres, avec l'unique objet de provoquer l'intervention immédiate d'Arreola — après la présentation de Fernando Paso, également mentionné — mentionne les cent chefs d'œuvre de la littérature universelle choisies par Borges, parmi lesquelles figure un volume de textes de Juan José Arreola. La *Vida de Marco Bruto*, de Quevedo à do, un autre classique de Borges,

Arreola aborde alors le thème de la phrase et la période dans la prose espagnole, de Quevedo à Borges, avec une telle maîtrise qu'il peut y intégrer celui de l'ami-invité — mentionne les cent chefs tié séculaire entre les lettres françaises et les lettres espagnoles, en particulier dans ce qu'il dénomme «les confluences vers l'Amérique». Le thème fascinant de Borges finit par être central. Arreola évoque le moment, où conversant avec Ray-

ARMONDO ROJAS : LES ANNÉES DIFFICILES

16 juin 1987. Un groupe d'amis d'Armando Rojas rendent hommage à sa mémoire, à la Maison de l'Amérique latine. Parmi les centaines d'événements culturels latino-américains qui ont lieu à Paris, nous avons choisi de faire figurer celui-ci dans cette chronique marginale, par affection pour ce poète péruvien. Son cas, il est vrai, est très représentatif de la nostalgie du paradis qui anime l'émigration d'intellectuels latino-américains vers l'Europe, où Paris continue d'être la ville la plus convoitée.

A la manière de ce personnage de roman, déconcerté face aux pompes à essence parce qu'il n'y découvre pas les ruines romantiques du futur (d'après le poème de Cardenal), il y a des gens qui sont victimes d'un rêve parisien faussement littéraire. Inversement, d'autres s'imposent une attitude de démythification naïve, qui finit par confondre les choses. C'est logique : si tu ne tiens compte que de la mauvaise humeur des passants et des «crottoirs», tu passes à côté du reste. Le vol de la colombe t'échappera ; tu ne rencontreras jamais la Maga.

Comme tant d'autres quêteurs d'absolu, Armando Rojas a eu sa part d'enfer promis. Près de dix ans plus tard, le vent tournait. Un de ses amis, un certain Alan García, devenait président du Pérou. Armando Rojas obtint le poste d'attaché culturel. A la même époque, l'Université de Strasbourg l'accueillit comme lecteur. Ce n'était pas, il va sans dire, la gloire, même modeste. Ce n'était pas la possibilité pour Armando, arrivé à la maturité intellectuelle, de se consacrer à son œuvre, sans soucis stériles. Et voilà qu'une terrible maladie l'emporte en quelques semaines. Ces quelques années difficiles, où il n'a jamais cessé d'être fidèle à sa vocation, n'auraient-elles pas été malgré tout la vraie vie ?

José MEJIA

A DOUBLE SENS

monde Lida, dans l'avenue Chapultepec à Mexico, il y a déjà trente ans, il arrivait à la conclusion que «Borges est un écrivain possible».

dain il y eut une pause et

BORGES PRIT LA PAROLE

par l'intermédiaire d'un honnête homme qui se trouvait là avec le numéro 56 de la Bibliothèque. Ce fut le moment crucial de la réunion. Le silence d'Arreola peut être aussi éloquent que sa parole. Comme il se doit, il domine son émotion et la canalise dans le meil-

Puisque Borges existe, pou

Puisque Borges existe, pour leur sens imaginable. Peut-être rait penser un paumé, Le problè- aurais-je pu être celui dont parle me, ajouterait un autre, qui se Borges !, semble-t-il s'exclamer, prend pour plus intelligent, c'est presque abattu, comme s'il se sen- que Borges est possible, oui... pour tait même coupable de cette page Borges ! Bien sûr ! La formule du glorieuse qui le compare à Kafka. Mexicain traduit aussi l'étonne- En reprenant la parole, il se résu- ment de certains lecteurs devant me et fait un acte de contrition : Borges. Je dis bien *certain*s parce «*J'ai senti l'appel du feu, mais je* qu'il est vrai que Borges continue *ne lui ai pas été suffisamment* à être un écrivain aussi peu lu... fidèle.»

UN SAVOIR-FAIRE

PARTICULIER

L'Allemagne fédérale exporte sa police

VU, ENTENDU

Le Comité Guatemala de Berlin vient d'éditer une brochure, «Polizeiterror in Guatemala-Made in Germany» («La Terreur policière au Guatemala»), abordant les trois points suivants : l'histoire et la situation actuelle guatémaltèques, la réalisation du projet d'aide ouest-allemande à la police du Guatemala et l'histoire de la police en RFA afin d'essayer de comprendre en quoi l'Allemagne de l'Ouest a été choisie pour assurer ce soutien.

La nouvelle politique consistant à remplacer les dictatures militaires par des démocraties, ces dernières ayant meilleur presse auprès des États occidentaux, s'est appliquée au Guatemala. A peine le gouvernement de V. Cerezo était-il en place qu'il tentait d'imposer une nouvelle image du pays. Il chercha également une aide à la modernisation de son appareil répressif, de son appareil répressif, en particulier de la police.

Parmi les 50,84 millions de deutschmarks d'aide en matière de développement et d'alimentation prévus par Bonn, 8 millions sont attribués à la coopération technique. Suite à ces accords, le ministre de l'Intérieur, Rodil Peralta, compromis déjà sous le régime de Rios Montt, a été l'hôte de la Fondation K. Adenauer en avril 1986 et aussi été reçu, par d'autres membres du gouvernement allemand, par les ministres de la Coopération, M. Warnke, et de l'Intérieur, M. Zimmermann.

Le but de cette visite a été de demander à la RFA d'équiper et d'assurer la formation de la police guatémaltèque, Rodil Peralta expliquant que «le remplacement de la police était d'une importance capitale (...), les manifestations ne pouvant plus être dispersées grâce aux fusils de l'armée comme c'était le cas jusqu'à présent. Nous avons besoin d'une petite infrastructure pour maîtriser les troubles même insignifiants dans la rue.» Le ministre de l'Intérieur guatémaltèque veut ainsi doubler les effectifs de sa police (10 000 actuellement).

C'est ainsi que l'aide pour équiper la police guatémaltèque s'élève aujourd'hui à 10 millions de deutschmarks. Début février 1987, la livraison du matériel fut officiellement formé : voitures, équipement radio, caméras. Concernant la formation (5 millions), le gouvernement fédéral a déclaré son intention d'envoyer des formateurs-conseillers à l'Ecole nationale de la police, à Guatemala-Ciudad ; de former des dirigeants de la police guatémaltèque en RFA même et, par ailleurs, de conseiller le gouvernement du Guatemala dans ses projets de réformes et d'équipement.

Lors d'un voyage aux États-Unis et en Amérique centrale en septembre 1986, le secrétaire d'État, Spranger (CSU), présenta le renforcement de la police comme indispensable à la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. Que la lutte contre les stupéfiants devienne la justification de ce «projet police» explique que le ministère ouest-allemand de la Coopération ait pu lui prêter main forte.

L'aide technique et économique internationale à la police guatémaltèque se décompose ainsi :

- 55 millions de dollars de la part de la RFA ; à savoir : 55 voitures de patrouille, 60 motos, des équipements de communication, 5 bus Mercedes, des équipements vidéos ainsi que la formation de la police nationale.
- 15 millions de dollars provenant de la France, destinés à l'équipement des unités d'intervention en cas d'urgence, ainsi que des hélicoptères.
- Pour leur part, l'Espagne et la Belgique ont envoyé 7 000 revolvers et également offert leur coopération technique.
- Taïwan s'est proposé de prendre en charge la formation des officiers ; coût de l'opération : 75 000 dollars.
- De leur côté, les USA offrent 350 000 dollars pour la modernisation du DIC.
- Mexico a vendu pour un montant de 3,5 millions de dollars de véhicules et, enfin, le Venezuela finance le séjour de deux instructeurs vénézuéliens.

LE RETOUR DES REFUGIES

Deux visions contradictoires

VU, ENTENDU

La revue «Réfugiés» du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) du mois d'août dernier consacre son dossier aux réfugiés d'Amérique centrale. Le rapatriement et la réintégration sont les soucis principaux du dossier relativement développé sur le cas des Guatémaltèques réfugiés au Mexique depuis la fin des années soixante-dix.

Le HCR a toujours été très présent au Mexique où il recensait 100 000 réfugiés dans l'État du Chiapas entre 1981 et 1983. 20 000 réfugiés ont ensuite été transférés en juin et juillet 1984 dans les départements du Campeche et du Quintana Roo suite à une décision rapide des autorités mexicaines.

Les nouvelles concernant les réfugiés transférés depuis cette date ont toujours été préoccupantes. Le quotidien mexicain *El Universal* titrait le 13 avril dernier «6 000 réfugiés guatémaltèques dans une situation de misère totale dans le camp de Quetzal Edzna (1).» Le ton de la presse du HCR seul est optimiste et décrit une situation enviable : «Les quelque 20 000 réfugiés qui ont été transférés jusqu'à la fin juin ont reçu des terres et récoltent aujourd'hui plus de la moitié des produits alimentaires de base dont ils ont besoin ; grâce à d'autres activités agricoles, ils peuvent varier leur régime. De plus, de modestes projets réalisés dans les zones d'installation leur procurent un revenu, et un travail saisonnier rétribué dans les collectivités voisines leur permet d'être relativement autonomes. Il faudrait toutefois si l'on veut que les réfugiés soient moins tributaires de l'aide internationale, avoir davantage de terres.» Rien sur les problèmes de l'eau, la dénutrition, la santé — le paludisme et les dysenteries font des victimes tous les jours ; rien sur les pressions idéologiques pour pousser cette population démunie autour de laquelle on a su faire l'isolement à accepter le retour au Guatemala.

Quant au rapatriement, il est traité dans le mensuel du HCR comme la solution tant attendue : «Le changement de gouvernement au Guatemala en 1986 a suscité de grands espoirs pour le retour éventuel des milliers de Guatémaltèques vivant hors de leur pays. Des entretiens entre les gouvernements guatémaltèques et mexicains et le HCR ont eu lieu afin d'étudier les possibilités du retour des réfugiés en toute sécurité. De même, les autorités guatémaltèques ont visité les camps de réfugiés au Mexique et au Honduras et, en 1986 et 1987, plusieurs entretiens bilatéraux ont eu lieu entre le Guatemala et le Mexique. Depuis janvier 1986, 1191 Guatémaltèques sont rentrés au pays avec l'aide du HCR, dont la majorité venait du Mexique.»

Une seule voix manque : celle des réfugiés eux-mêmes. Ce n'est pas à eux que la revue donne la parole mais à la Commission spéciale guatémaltèque d'aide aux réfugiés (CEAR) responsable des rapatriés guatémaltèques dont la présidente, Carmen Rosa de Leon, explique le rôle : «Le rôle de la Commission spéciale est essentiellement d'apporter de l'aide aux réfugiés guatémaltèques qui ont opté pour un rapatriement librement consenti ; cette aide se déroule en deux temps. Il s'agit en premier lieu d'une aide d'urgence, c'est-à-dire d'une assistance juridique, d'une aide économique et d'un soutien de base en vue de l'installation des rapatriés dans leur région d'origine ou dans tout autre lieu qu'ils auraient choisi.» Des détails sont donnés sur l'aide urgente : dotation de papiers d'identité, visite médicale, soins hospitaliers si nécessaire, dons de matériel agricole, d'outils, de matériaux de construction, de produits alimentaires, de terres ! Quand on connaît les difficultés que connaît l'actuel gouvernement face à la crise économique et sociale du pays (voir dossier), on peut se poser des questions quant aux conditions de ces «aides».

Tout oubliés qu'ils sont par certains, les réfugiés s'expriment. Une commission s'est rendue en juin dernier au Guatemala afin de se rendre compte de la situation de ceux qui étaient rentrés et des conditions qui permettraient à tous de retourner sur leurs terres. Le 12 juin, à leur retour, ils écrivaient une lettre à Vinicio Cerezo manifestant leur mécontentement : encadrés par l'armée, ils n'ont pas pu se rendre où ils voulaient et ils estiment l'information par trop incomplète. Une autre lettre fut envoyée le 28 juillet demandant essentiellement des garanties quant à un retour éventuel (2). Aucune de ces lettres n'a reçu de réponse.

Loin de partager l'optimisme du HCR, les réfugiés guatémaltèques au Mexique refusent toujours de rentrer et ce malgré les structures mises en place par le gouvernement civil — il faut bien justifier les fonds versés par des organismes tel la CEE —. Ils considèrent qu'aucune de leurs revendications concernant le droit à la vie et le retour libre sur leurs terres d'origine ne sont réellement prises en compte.

(1) L'article d'*El Universal* dans son intégralité est disponible sur simple demande au Collectif Guatemala.

(2) Les lettres des réfugiés sont parues dans «la Lettre à l'adhérent» numéro 16 du 15 octobre 1987.

CONSEIL DE REDACTION

Un projet pour une revue

Solidarité Guatemala est né en 1980. Depuis sept ans, son objectif central consiste à développer une dynamique sociale au plan international telle que la production d'informations régulières et crédibles sur le Guatemala doit provoquer une sensibilisation sous forme de prise de conscience. Cette dernière devant, à chaque fois que possible, déboucher sur une action de solidarité.

Ce lieu dynamique du lien information-solidarité prend vie dans *Solidarité Guatemala*, dont le premier trimestre 1987 verra le numéro 36. Il constitue pour nous le socle de notre action de solidarité envers la lutte du peuple guatémaltèque.

Au-delà des exigences matérielles et financières qu'impose

cette publication désormais trimestrielle, ses changements de formule éditoriale successifs ont toujours promu une amélioration de sa qualité. Ce au travers de sa présentation et de la richesse de ses approches de la réalité de la répression comme des espoirs de libération au Guatemala.

Solidarité Guatemala, qui s'est développée alors que le Guatemala connaissait la période la plus sombre de son histoire et que l'accès à l'information restait difficile, a rendu compte depuis un an de l'ouverture démocratique incarnée par Vinicio Cerezo ; des espoirs qu'elle a suscités, des limites qu'elle rencontre et des réalisations sociales comme des avancées politiques qu'elle ne met pas en œuvre.

Les droits de l'homme, le dialogue avec l'opposition, la terre, les droits syndicaux, la liberté de la presse, le droit à la santé, à l'éducation, les droits de l'Indien, autant de contenus encore à donner à la «démocratie guatémaltèque» sans guillemets. Autant de contenus que les lecteurs de *Solidarité Guatemala* ont l'habitude de voir traiter dans leur revue.

Et cela par l'expression des acteurs eux-mêmes, opposants, journalistes, syndicalistes paysans et ouvriers, responsables d'organisations non gouvernementales en France comme au Guatemala. L'expression des acteurs sociaux, politiques guatémaltèques et centro-américains, les analyses de la situation nationale et régionale, les reportages, les témoignages sont les axes éditoriaux de l'équipe de rédaction. Succédant à une deuxième période où apparut un

réseau international d'information, l'ouverture démocratique, de ce point de vue, constitue sans aucun doute une opportunité sans précédent de pratiquer la crise, d'accéder à une information plus directe, plus près de l'événement guatémaltèque et centro-américain.

C'est pourquoi sont actuellement recherchés les moyens d'édition de numéros spéciaux au Guatemala même sinon en Amérique centrale. C'est pourquoi également, à l'heure où les populations guatémaltèques défendent leurs droits fondamentaux, nous pensons qu'un suivi international régulier revêt une importance fondamentale tant pour leur vie personnelle que pour les combats humanitaires et pour la dignité qu'elles mènent au quotidien. Suivi dont *Solidarité Guatemala* se veut être le maillon central en langue française.



ABONNEZ-VOUS A

**solidarité
guatemala**

NOM PRENOM
ADRESSE

CODE POSTAL LOCALITE

désire recevoir durant un an
la revue « Solidarité Guatemala »

- Abonnement annuel : 70 francs
- Abonnement de soutien : 100 francs

Retournez ce bulletin à :
Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

CONSEIL DE REDACTION

Maurice BARTH
Victor de la FUENTE
Jesus GARCIA-RUIZ
Michaël LOWY
Jose MEJIA
Rigoberta MENCHU
Raoul MOLINA
Roger ROUQUETTE
Philippe TEXIER

COMITE DE REDACTION

Lysiane JAMAIN
Diego RODRIGUEZ
Paulette BOINOT
Philippe MORVAN
Charlotte DABADIE
Hugues CAYZAC
Laurette FARGES
Benjamin THOMAS
Laure VANEL

Réalisation

Hugues CAYZAC
Laure VANEL

Directeur de publication

Hugues CAYZAC

Commission paritaire :
65 146
ISSN 0755 0332
n° 38. automne 1987.

*SOLIDARITE
GUATEMALA*
est éditée par le
*COLLECTIF
GUATEMALA*
- Association loi 1901 -
67, rue du Théâtre
75015 Paris
Tél. : 45 79 67 57
(le jeudi à partir de 19 h)

Photocomposition :
Samuel Tastet

Impression :
Rotographie Montreuil

Diffusion :
Chiron Diffusion
40, rue de Seine
75006 Paris

Abonnement annuel : 70 F
Abonnement de soutien :
100 F

Tout article de
Solidarité Guatemala peut être
cité, reproduit tout en
indiquant, en geste solidaire,
sa source. Merci.

Photo : Giò Palazzo

Conception et réalisation de la couverture : Guillaume Thierry